

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA QUESTION
DU
MARCHANDAGE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

JUSTIN ALLAIS

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

ÉPERNAY

IMPRIMERIE DU " COURRIER DU NORD-EST "

HENRI VILLERS, Directeur

1898

THÈSE
DE
DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA QUESTION DU MARCHANDAGE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Lundi 24 Novembre 1898, à 9 heures du matin

PAR

JUSTIN ALLAIS

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. BEAUREGARD.

Suffragants : { MM. JAY, professeur.
DESCHAMPS, agrégé.



ÉPERNAY

IMPRIMERIE DU " COURRIER DU NORD-EST "

HENRI VILLERS, Directeur

1898



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552025_0010

INTRODUCTION

De toutes les questions qui, à cette heure, s'imposent à l'attention du législateur, il n'en est pas de plus intéressante que la question ouvrière. Non pas qu'à proprement parler, il y ait une législation ouvrière ; les mots ouvrier, classe ouvrière, n'ont pas en notre langue d'acception précise, définie et les lois, de par le principe même de l'égalité, s'adressent à tous les citoyens. Cependant on est d'accord pour grouper, comme le faisait si justement remarquer M. l'Avocat général Sarrut à une audience de rentrée de la Cour suprême, sous la dénomination « législation ouvrière », les lois diverses qui ont pour objet la réglementation du travail industriel, la prévention et la réparation des accidents, les conflits entre patrons et ouvriers, les syndicats professionnels, le contrat de louage de services, la participation aux bénéfices, les associations coopératives, les institutions de prévoyance et d'épargne, c'est-à-dire l'ensemble des lois dont les dispositions intéressent plus particulièrement la catégorie des citoyens, pour qui le salaire constitue le principal moyen d'existence, à qui le capital argent fait le plus souvent défaut et qui créent leur pécule par des versements modiques et continus dans les établissements consacrés à l'épargne.

Ce n'est guère que depuis une quinzaine d'années que les questions touchant la condition des ouvriers se sont posées avec une intensité particulière.

Sous les régimes précédents, hormis la Révolution de 1848, la classe ouvrière resta ignorée du législateur. Le troisième Empire ne nous a guère légué que la loi du 25 Mai 1864, qui, modifiant les articles 414, 415, 416 du Code pénal, a supprimé le délit d'atteinte à la liberté du travail, et quelques textes épars sur les institutions de prévoyance et d'épargne.

Après la guerre désastreuse, la France dut s'absorber dans son œuvre de réorganisation nationale. Quand les luttes politiques pour la forme d'un gouvernement eurent perdu de leur acuité, le Parlement put se mettre à l'œuvre. Cette œuvre n'eut peut-être pas l'ampleur que le pays était en droit d'en espérer : trop souvent les querelles parlementaires sont venues, entraves au travail législatif. L'ensemble des lois votées ou actuellement en discussion n'en est pas moins remarquable et témoigne d'une même bonne volonté et d'une grande activité.

L'une des lois les plus importantes, la première d'ailleurs dans l'ordre chronologique, est celle du 19 Mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie. Cette loi, qui est en quelque sorte la loi organique du travail industriel, a été complétée par celle du 2 Novembre 1892. On ne saurait contester la légitimité de cette œuvre d'utilité sociale : « Parmi les revendications
« des travailleurs, dit M. Waddington dans un rapport,
« il n'y en a pas dont la légitimité soit plus universel-
« lement reconnue que la demande d'une protection
« efficace pour les faibles et les mineurs; que le désir d'une
« restriction du travail des femmes et des enfants à des
« limites conformes aux lois de la nature et de l'humanité.

« Toutes les nations civilisées acceptent le principe de la
« réglementation du travail en ce qui concerne les mineurs
« et les femmes. »

A la réglementation industrielle est intimement liée la question de responsabilité en cas d'accident. Aussi une loi récente vient-elle de faire triompher la théorie du risque professionnel. Comme complément à cet ordre d'idées s'ajoutent certaines dispositions de la loi du 2 Novembre 1892 et celle du 12 Juin 1893, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels. Si réparer les conséquences dommageables est bien, prévenir les accidents vaut mieux encore.

Répondant à des besoins nouveaux, à un état social inconnu lors de la confection du Code civil, la loi du 21 Mars 1884 est venue autoriser les syndicats professionnels. Favoriser par l'association l'étude et le développement des intérêts économiques tant des patrons que des ouvriers, tel est le but de la loi. Prévenir ou tout au moins atténuer les conflits, écarter ou abrégé les grèves, tel est celui de la loi du 27 Décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage facultatifs en matière de différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés.

Dans sa préoccupation constante de donner satisfaction aux revendications légitimes, le Parlement poursuit ses réformes. Suppression du livret obligatoire d'ouvrier, commissions mixtes pour la visite des mines et carrières et la constatation des accidents, extension du privilège établi pour les salaires des ouvriers employés aux travaux publics, ainsi que du privilège établi par l'article 549 du Code de commerce, loi de 1895 sur la saisie-arrêt des petits appointements et salaires ; la protection du louage de services par l'article 1780 modifié. A l'ordre du jour, la refonte de la législation sur les conseils de prud'hommes,

afin d'étendre leur compétence, de rendre la procédure gratuite et rapide ; également l'obligation pour le maître de payer les salaires en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal, et par cela même suppression des bons ou jetons de consommation.

La création des sociétés coopératives est encouragée. Les institutions de prévoyance et d'épargne forment une organisation complète qui, déclare M. Sarrut, abrite en quelque sorte l'ouvrier laborieux, économe et prévoyant, atténue les effets du chômage, les conséquences de la maladie et des accidents, assure des ressources pendant la vieillesse. « Caisses d'épargne, caisses de secours « mutuels, caisse nationale des retraites pour la vieillesse, « caisse d'assurances en cas de décès, caisse d'assurances « en cas d'accidents : tous ces établissements fonctionnent « sous la garantie et le contrôle de l'Etat, surveillés par « des commissions spéciales, soutenus, quelques-uns du « moins, par des subventions du budget, mis à la portée « de chacun sur tous les points du territoire, offrant des « placements de tout repos, font face en quelque sorte à « toutes les éventualités et rendent vaines dans cet ordre « d'idées les récriminations et les critiques. »

Telle est, dans un rapide tableau d'ensemble, l'œuvre aussi considérable que complexe de la législation ouvrière pendant ces dernières années. Malgré cette activité parlementaire, les propositions continuent à s'entasser sur les bureaux des Chambres, les revendications se font plus nombreuses et plus pressantes.

L'organisation sociale est donc encore loin d'être réalisée. Chaque jour amène son problème. Or, il n'est pas de si petit problème qui n'ait sa base dans un système philosophique, son histoire dans notre histoire, son interprétation dans nos codes et notre jurisprudence et

dont la solution même, sans aucunement préjuger de son sens, ne soit grosse de conséquences par la solidarité des idées et le triomphe des principes en jeu.

Le marchandage est une de ces questions-là.

CHAPITRE PREMIER

Le Marchandage

Si, en notre langue, la plupart des mots ne demandent qu'à être entendus de tous, il en est cependant quelques-uns qui, par les sens nombreux qu'ils affectent, par la spécialisation de certains de ces sens, appellent une définition. Le marchandage est un de ceux-là. Qu'est-ce donc que le marchandage ? C'est Littré qui, à défaut de l'Académie, va nous répondre. « L'action d'un ouvrier qui « prend du travail à forfait, et qui le fait faire par d'autres « ouvriers ». Autrement dit, pour employer un langage plus juridique, le marchandage n'est pas autre chose qu'un contrat de sous-entreprise.

Des travaux publics, tels que casernes, groupes scolaires, prisons, sont à exécuter, des sociétés se fondent dans le but d'exploiter des immeubles de rapport. Ces travaux sont mis en adjudication. Qui peut en être adjudicataire, sinon un grand entrepreneur ? Lui seul dispose des capitaux et des moyens indispensables à l'exécution de tels marchés. Mais cette entreprise n'est pas la seule dont il soit chargé. Dans d'autres quartiers de Paris, il a des chantiers ; il en a encore dans la banlieue, peut-être même

en province. Matériellement, il lui est impossible de diriger en personne les détails de tous ces travaux. La direction et une surveillance générale vont suffire à l'absorber tout entier. Et le détail ? Il a son importance : sur chaque chantier, dix, vingt ouvriers. Qui va les surveiller, maintenir la discipline, diriger le travail ? Si des accidents surviennent, qui va en être responsable ? L'œil du maître ne saurait voir partout à la fois. C'est alors qu'intervient la loi de la division du travail. L'entrepreneur fractionne son marché : pour chaque fraction, il passe contrat avec un tâcheron. Aux termes de ce contrat, le premier fournit la matière et le capital ; le second, la main-d'œuvre. A lui de choisir ses ouvriers, de débattre avec eux le prix des salaires, de les bien diriger dans l'exécution de la tâche qu'il vient d'assumer. Voilà le marchandeur, et cette sous-entreprise constitue le marchandage.

Un exemple de ces conventions fera mieux comprendre l'économie du marché :

« Je m'engage à exécuter le ravalement du bâtiment
 « pour la somme à forfait de 9,500 francs, compris le
 « ravalement extérieur et intérieur de la façade, d'après les
 « plans actuels, et de toute la pierre qui est posée actuel-
 « lement, à moins que ce soit la main courante sur les
 « balustres (mais non compris les balustres et les bandeaux
 « et balcons, qui sont en Comblanchien).

« L'entrepreneur devra me fournir l'échafaudage néces-
 « saire pour faire les travaux.

« Il devra me donner de l'argent tous les lundis, au
 « fur et à mesure de l'avancement des travaux. »

(Signature du marchandeur.)

C'est le forfait dans toute sa simplicité.

Si cet exemple est le plus fréquent, il ne faudrait cependant pas conclure que ce mode d'organisation fût le

seul. Le marchandage peut encore affecter certaines modalités, telles que le travail au mètre ou à la pièce.

..

On a soutenu qu'il fut un temps où le marchandage était plus en honneur, parce que l'outillage permettait de livrer le travail à différentes personnes. Cette observation fut-elle exacte, les emplois du marchandage n'ont guère été que restreints par la construction de ces ateliers immenses, à production multiple.

Il est une industrie que les perfectionnements mécaniques ont peu modifiée et chez qui s'impose le marchandage : le bâtiment. L'édification d'une maison comprend certains travaux qu'il est d'usage de confier à un sous-traitant : ravalement, sciage de la pierre tendre, exécution des plâtres. Tous ces travaux forment autant de sous-adjudications.

C'est ce mode d'organisation qui faisait dire à un orateur socialiste, dans une de ses virulentes attaques contre le marchandage : « J'ai vécu souvent avec ces « sortes de gens, hélas ! dans le bâtiment. Au commence-
« ment de la fouille, quand on enlève les terres, on trouve
« la bête malfaisante, le marchandeur. On monte jusqu'au
« toit, on y pose les cheminées, on y trouve encore le
« marchandeur. Dans le bâtiment, le marchandeur est
« partout. »

Il ne faudrait cependant pas croire que le bâtiment constituât pour le marchandage un monopole d'exploitation. Le marchandage est encore florissant dans notre industrie navale. Pas une partie de navire qui ne soit sous-traitée ! Sur tous les chantiers de construction, au Havre, chez Normand, aux ateliers de « la Loire », à Nantes, comme sur les chantiers de « la Loire », à Saint-

Nazaire, à La Seyne comme à La Ciotat, toujours des tâcherons. Comment exercer une surveillance effective à fond de cale, dans les parties obscures du navire ? Force est d'employer des équipes, ayant chacune à leur tête un chef responsable et intéressé.

La même organisation se retrouve dans les grands magasins. Des ouvriers « à façon » se chargent de toute une livraison, par exemple, de vêtements. Le prix est fixé à la pièce. Le magasin fournit tout, drap, doublure, jusqu'aux aiguilles. Reste la main-d'œuvre. Les faconniers utilisent des ouvriers à la journée, qu'ils embauchent sous le nom de compagnons et paient eux-mêmes. Quelquefois, ils vont jusqu'à remettre tout ou partie de leur ouvrage à d'autres ouvriers à la tâche ou à la pièce qui prennent le nom de sous-marchandeurs. Dans la confection, beaucoup de marchandeurs font travailler leurs ouvriers dans l'atelier même de l'entrepreneur général ou du fabricant, avec ses outils, son éclairage, son chauffage, le prix du forfait étant fixé en conséquence.

Mon énumération doit forcément se limiter aux principales industries qui ont recours à ce procédé. Citons encore la passementerie, l'industrie des tissus. Il n'est même pas jusqu'aux menuisiers, peintres et graveurs sur verre, qui, dans les grandes villes, par suite de l'extension de leur métier, ne sous-traitent une partie de leurs commandes. L'art lui-même, que l'on dit être le dernier refuge du désintéressement contre la marée montante des idées mercantiles, n'échappe pas à la loi commune : certains métiers d'art ont aussi leurs marchandeurs. Les sculpteurs n'ont-ils pas leurs « choutiers » ? Le nom change ; il emprunte au milieu une certaine couleur professionnelle, mais l'économie du système n'en subsiste pas moins.

Universel, ou peu s'en faut, est donc le marchandage.

De la machine industrielle, il apparaît comme un des rouages essentiels.

Mais alors, pourquoi ces attaques aussi réitérées que violentes contre un procédé d'application constante ? Pourquoi, au premier plan des revendications ouvrières, la suppression du marchandage ? Quand tous s'accordent à reconnaître la nécessité de répartir les tâches ; quand, après Platon et Beccaria, Adam Smith, « le père de l'Economie politique », est venu de la division du travail faire une saisissante démonstration et montrer victorieusement qu'elle était la loi du progrès, comment s'expliquer que les ouvriers s'insurgent contre les faits et veulent détruire ce qui les fait vivre ?

Il n'est pas de si mauvaise cause qui ne se puisse défendre, et certes, ce ne sont pas les arguments qui manquent aux détracteurs du marchandeur.

Le marchandeur n'est qu'un « rapace intermédiaire » qui s'interpose entre l'entrepreneur principal et l'ouvrier. Du côté du premier, il ne peut rien ; le patron, trop puissant, ne s'abaisse pas aux concessions. Il se retourne donc du côté du second : il l'exploite et en vit. Il est en quelque sorte le parasite de la classe ouvrière.

« Vous comprenez bien que le marchandeur, s'écriait M. Renou à la Chambre, n'apporte pas son concours à l'entrepreneur pour vivre de rien ; il ne se contente pas du salaire quotidien d'un ouvrier. Il faut qu'il réalise un bénéfice, et plus ce bénéfice est gros, plus il est content ! Voilà comment les choses se passent. Et puis, quand on va à la paye, quand on pense toucher le pauvre pécule qui vous revient, qu'arrive-t-il ? Ah ! Messieurs, pour le savoir, il faut y avoir passé : ce sont des disputes, ce sont des batailles, ce sont des procès. J'ajoute que ceux qui se hasardent dans cet antre que l'on appelle

« le Palais de Justice en sortent écœurés, mais jamais payés. »

Pour les adversaires du marchandage, la différence qui existe entre le salaire reçu par l'ouvrier et le profit touché par le tâcheron représente une somme dont le travailleur est frustré et dont son travail se trouve privé.

Pour eux, le marchandage conduit toujours à l'exploitation. L'entrepreneur chargé d'un travail s'adresse à divers tâcherons et naturellement choisit celui qui travaille à meilleur marché. Ce meilleur marché, qui le supportera ? L'ouvrier, car il faudra bien que le tâcheron retrouve sur l'ouvrier le bénéfice réalisé sur lui-même par l'entrepreneur. Voilà donc certainement avili le salaire de l'ouvrier.

En somme, pas de marchandage, sans tâcherons ; pas de tâcherons, sans bénéfice ; pas de bénéfice, qui ne soit pris sur l'ouvrier.

Le tâcheron ne gagnant que sur le salaire, cherchera à s'enrichir en exigeant des ouvriers une somme énorme de travail. Plus dur et plus rapace que l'entrepreneur bourgeois, il conduit ses hommes plus brutalement et s'efforce d'extraire de chacun d'eux toute la quintessence de labeur imaginable. Ce serait, comme le dit M. Leroy-Beaulieu, vraiment le garde-chiourme que Karl Marx considère comme la représentation naturelle du Capital (1).

(1) « Le Marchandage est une mauvaise chose : le marchandeur occupe sous sa main quatre ou cinq ouvriers ; il les traite de la manière la plus dure, il les exploite, il en fait des esclaves ; il se démoralise et démoralise les autres. Il réduit ses ouvriers à travailler au taux le plus bas et, par ce fait, il diminue toujours plus le prix des travaux qu'il entreprend ; mais plus il voit le prix baisser, plus il devient dur, plus il brusque ses ouvriers, plus il pèse sur eux, plus il les pousse et les presse ; il en fait des martyrs, il épuise et leurs forces, et leur santé, et leur intelligence, car ils n'ont plus le temps de respirer, de penser. »

Citoyen Perdiguier. Séance du 10 Septembre 1848. Compte-rendu des séances de l'Assemblée Nationale, III. 619 et 883 pages.

Heureux devra encore s'estimer l'ouvrier, lorsque le samedi il touchera sa paye amoindrie, il est vrai, mais intégrale. Mieux vaut encore pour lui subir ce pacte léonin, que de se trouver, comme il arrive trop souvent, en face d'un marchandeur insolvable. L'entrepreneur principal a choisi comme tâcheron un homme de paille, afin d'obtenir un plus fort rabais. L'adjudication de la sous-entreprise a été faite à des prix dérisoires, véritable collusion frauduleuse ! Et quand le travail est terminé et que les ouvriers réclament leur dû, c'est-à-dire la majeure partie de leurs salaires, le marchandeur excipe de son insolvabilité. Quant à l'entrepreneur principal, il se retranche, muni d'une décharge de son compère, derrière l'article 1798 du Code civil. Les ouvriers sont joués, et bien joués !

Il est bien sombre ce tableau du marchandage, et à n'entendre que ces raisons, sa suppression serait vite décidée. A ces arguments est venu s'en ajouter un autre, d'une grande valeur morale. On est parti du grand principe de l'humaine fraternité pour qualifier le marchandage d'immoral et de contraire au principe de la fraternité qui s'oppose à ce qu'un ouvrier s'enrichisse aux dépens de ses compagnons.

N'est-elle pas particulièrement choquante cette situation du tâcheron qui, sans avoir une instruction supérieure et malgré la communauté d'origine, exploite, dans le sens injuste du mot, son compagnon de travail et vit en quelque sorte à ses dépens ! Précisément à cause de cette communauté d'origine, l'ouvrier ne se trouvera-t-il pas moins armé contre ce camarade qui travaille à côté de lui, moins en défiance contre l'injustice de ses exigences !

Jusqu'ici, nous nous sommes bornés à entendre les ennemis déclarés du marchandage ; peut-être serait-il

temps de savoir ce qu'il nous faut penser de leurs arguments !

L'intermédiaire est en quelque sorte comme un gradé dans l'armée du travail, car l'industrie, elle aussi, a sa hiérarchie. La loi de la division du travail est inéluctable ; on ne saurait s'en affranchir sans risquer d'ébranler l'édifice dont elle est la clef de voûte. De quelque nom qu'on puisse les appeler, quelle que soit la responsabilité dont on les charge, toujours des intermédiaires viendront s'interposer entre le capital et le salariat. De l'actionnaire, qui se contente de toucher très exactement ses dividendes, au prolétaire qui travaille de ses bras, s'échelonne toute une longue série d'intermédiaires : directeurs, caissiers, surveillants, employés, sous-entrepreneurs, que sais-je encore ! que jamais organisation nouvelle ne pourra supprimer. Pourquoi, s'il y a là un axiome social, chercher à l'entamer ? Pourquoi accepter tous les intermédiaires et ne frapper d'exclusion que les seuls marchandeurs ?

Le tâcheron gagne plus que les ouvriers qu'il emploie ! Le reproche est bien mal fondé. Comment, voilà un ouvrier qui, par de longues années de travail et de bonne conduite, s'est acquis la confiance d'un entrepreneur, qui, par son économie, s'est constitué un petit capital qui lui vaut un certain crédit, cet ouvrier prend à tâche un ravalement. Il a estimé la valeur du travail, il sait la cote des salaires ; il a pensé qu'avec une bonne direction et des ouvriers sérieux, il y avait quelque argent à gagner. Il a traité avec l'entrepreneur. Les ouvriers qu'il a embauchés pour l'aider, il les paie au cours du jour ; le salaire a été débattu de part et d'autre. Que peuvent donc réclamer les ouvriers quand le tâcheron fait remise à l'entrepreneur de son travail ? Que leur importe le sort du tâcheron ? Ils n'ont pas à s'immiscer dans les conditions du marché. Il

les a intégralement payés. Non, ils sont jaloux de penser qu'il a pu réaliser un petit bénéfice. Ils ne veulent pas comprendre que cette différence rémunère une confiance acquise par un long travail, un crédit garanti par les économies capitalisées, que ce gain n'est en somme que la contre-valeur des risques courus. Que le travail ait été mal exécuté, qui eut été responsable des malfaçons ? Le tâcheron. D'un retard dans la livraison ? Toujours le tâcheron. Et comme toute responsabilité civile se traduit en espèces, qui eut été tenu de payer ? Le tâcheron. Ce bénéfice, qu'on lui reproche avec tant d'acrimonie, est donc bien aléatoire. Il lui arrive quelquefois, malgré son habileté professionnelle, en dépit de tous ses efforts, de voir s'évanouir l'espérance du gain calculé sous une pluie persistante ou par suite d'une brusque hausse des salaires. Heureux encore quand ses économies ne doivent pas combler le déficit avec lequel il solde sa sous-entreprise !

Peut-on lui reprocher d'avilir les salaires, de les abaisser « au niveau marqué par la faim » ! Un tel reproche irait contre les faits. De tous les employeurs, celui qui paie le mieux, c'est le marchandeur. L'ouvrier, une enquête le démontrerait aisément, reçoit du sous-traitant un salaire presque toujours plus élevé que celui qu'il obtiendrait de l'entrepreneur principal. Loin de conduire à l'avilissement, comme on le prétend bien à tort, le marchandage provoque la hausse des « journées ». Au cours d'un récent procès, sur lequel d'ailleurs nous aurons à revenir, il a été demandé à l'unique témoin, qui a été entendu et qui parlait au nom de tous les demandeurs, quel était son salaire. Il répondit : un franc vingt par heure. Qu'on aille chez un entrepreneur, que l'on demande aux ouvriers ravaleurs ce qu'ils gagnent quand ils travaillent directement pour ce dernier ; ils vous

diront : 80, 90 centimes par heure, c'est-à-dire beaucoup moins.

Cette déclaration se trouve confirmée par le témoignage de l'honorable président de la Chambre de Maçonnerie.

« Vous me demandez de confirmer par lettre les
« renseignements que je vous ai donnés sur les ouvriers
« du marchandeur. Ces ouvriers sont toujours payés plus
« cher, lorsqu'ils travaillent pour le compte d'un tâcheron,
« que lorsqu'ils travaillent pour le compte d'un entre-
« preneur.

« Cette augmentation varie de 15 à 25 pour cent ;
« ainsi l'ouvrier ravaleur qui est payé un franc l'heure par
« l'entrepreneur, est payé 1 fr. 20 par le tâcheron. De
« même pour le briqueteur, pour le maçon, pour les
« manœuvres ; tous sans exception, ont un salaire plus
« élevé.

« Le marchandage n'est donc pas, comme je l'entends
« dire depuis quelque temps, capable de favoriser l'explo-
« tation du travailleur, puisque c'est tout le contraire qui
« est la vérité. »

Mollot ne disait pas autre chose quand, en 1847, il écrivait dans son *Droit élémentaire sur le travail industriel* :

« Cependant il (le marchandage) procure assez souvent
« à l'ouvrier à la journée ou à la tâche que le marchan-
« deur emploie, un salaire plus élevé, soit que celui-ci
« obtienne plus de travail par une surveillance plus active,
« soit qu'il trouve une compensation de la haute paye
« dans l'absence de frais généraux qui grèvent le fabri-
« cant. »

Quant au « travail à la sueur », nous savons ce qu'il faut penser de cette qualification déclamatoire, venue d'ailleurs d'Angleterre. Les ouvriers ne travaillent que le

même nombre d'heures, seulement il est très vrai qu'ils travaillent mieux et plus. Non pas qu'on exige d'eux le maximum possible d'intensité du travail, mais parce que, c'est un fait d'expérience, un ouvrier qui, par son énergie et son intelligence, a réussi, a moins de ménagement pour son personnel qu'un entrepreneur d'origine bourgeoise. A plus forte raison, en est-il de même d'un tâcheron encore à demi-ouvrier et cherchant à se dégager de la classe ouvrière pour entrer définitivement dans celle des patrons. Et cette conséquence ne saurait étonner : ouvrier lui-même, le tâcheron sait ce qu'il peut demander à son équipe et ne s'arrête pas à certaines plaintes dont il connaît la valeur pour les avoir formulées.

De plus, le tâcheron ne s'entoure que de bons ouvriers. Il fait ce calcul à la fois très simple et très sage que l'on gagne plus à avoir des auxiliaires habiles et laborieux qu'on paie cher, qu'à se servir de gens médiocres, négligents, qu'on paie bon marché. Le marchandeur procure ainsi aux bons ouvriers des emplois, dont ils ignoraient l'existence ou dont ils n'oseraient assumer les risques. Pour lui, le choix est facile : ouvrier, il sait les compagnons qu'il doit embaucher, il les a vus à l'œuvre. Mais il se montre impitoyable à l'égard des ouvriers de seconde ou troisième catégorie (1). « Comme procédé de sélection, le régime du sous-contrat ou du marchandage est incomparable. » La masse des ouvriers est loin de partager l'avis de l'éminent économiste. Un choix raisonné ne peut en effet que lui être défavorable. Si le grand entrepreneur devait, à la place de ses tâcherons, venir en personne embaucher ses ouvriers sur le marché du travail, toute sélection lui

(1) M. Paul Leroy-Beaulieu. (*Traité théorique et pratique d'économie politique.*)

serait impossible. Ignorant des bons et des mauvais, il prendrait des ouvriers de toutes mains et en arriverait à prendre ceux dont un marchandeur n'eût jamais voulu.

Quant à la collusion frauduleuse, qui peut intervenir entre l'entrepreneur principal et son tâcheron, elle est, et nous sommes heureux de l'affirmer, fort rare. Outre qu'elle expose les parties à des poursuites pénales du chef d'escroquerie et d'abus de confiance, et que de tels procédés entament quelque peu la conscience de qui s'en sert, pourquoi, partant d'une exception, généraliser ? Une telle méthode d'induction se condamne d'elle-même. Sans nier que de telles collusions puissent quelquefois se produire, ce qui se présente plus fréquemment, c'est l'insolvabilité du marchandeur.

Victime des intempéries, il voit son travail retardé. La liste des journées qu'il lui faudra solder s'allonge. Chaque jour de retard dans la remise de l'ouvrage lui coûte un dédit stipulé d'avance, ou bien encore de nombreuses malfaçons engagent sa responsabilité. Son maigre crédit s'est vite épuisé et le samedi arrive où l'argent de la paye lui manque. Les ouvriers ne seront pas payés. L'entrepreneur principal a versé aux dates fixées les sommes convenues. Le tâcheron, maître de lui-même, en a fait l'emploi qu'il a jugé nécessaire. Incapacité ou fortune adverse, il ne peut faire face à ses engagements. Cette insolvabilité est la loi commune ; elle est le risque qui menace quiconque travaille pour autrui. L'ouvrier ne saurait s'y soustraire ; encore est-il, comme nous le verrons plus loin, plus que tous autres protégé contre ces « conjonctures » par des dispositions, toutes de bienveillance et de bienfaisance, de notre loi civile.

Supprimer le marchandeur serait, pour la classe ouvrière, un suicide social. Alors que les progrès constants

du machinisme, l'afflux des capitaux dans la concurrence industrielle ont séparé le salariat du capital, on voudrait rompre le dernier lien qui les unit encore ! Dans la hiérarchie du travail, le marchandage est l'unique échelon qui permette à l'ouvrier de franchir l'espace qui le sépare de son patron. L'isolement, quelle faute ! M. Leroy-Beaulieu ne disait pas autre chose : « Interdire une organisation qui offre tant d'avantages techniques et quelques-uns sociaux, la faculté d'ascenseur d'ouvriers d'élite, sous le prétexte qu'elle peut donner lieu à quelques abus auxquels il est aisé aux ouvriers de résister, c'est une intervention autoritaire peu recommandable ».

Et ce n'est pas d'aujourd'hui que ces vérités ont été proclamées. Dès le lendemain du mouvement artificiel, qui succéda aux journées de Février 1848, les meilleurs esprits les ont aperçues. Elles n'échappèrent pas à M. Thiers, lorsqu'il publia en 1850 son admirable rapport sur l'assistance publique.

« Faut-il conclure, disait-il, de ces vérités si simples, « que l'ouvrier sera condamné pour toujours à rester « ouvrier, et ne pourra jamais parvenir à être entre- « preneur ? C'est là ce qui serait barbare et inique ; c'est là « ce qui ferait de l'industrie une aristocratie fermée à la « masse des citoyens, et accessible seulement au petit « nombre de privilégiés. La nature prévoyante et juste a « bien mieux disposé les choses que ne le croient ou font « sembler de le croire les partisans des nouvelles doc- « trines. Les hautes classes industrielles et commerçantes « sont aujourd'hui remplies d'ouvriers parvenus, par leur « intelligence et leur application, à la fortune, et parfois à « une fortune considérable : comment y sont-ils parvenus ?

« Serait-ce en signant des lettres de change que des « banques dites du peuple se seraient chargées d'es-

« compter ? Point du tout. C'est en obtenant de leurs
« patrons, par le travail à la tâche, autrement dit mar-
« chandage, des portions d'ouvrage qui les constituent
« eux-mêmes de petits entrepreneurs, spéculant avec des
« matières fournies par leurs maîtres. Puis, quand ils ont
« gagné et économisé quelques capitaux, ils s'établissent
« pour leur propre compte dans de petits ateliers ; ou
« bien ils sont associés par un maître qui a su les appré-
« cier et qui a voulu se les attacher ; ils sont associés à
« l'entreprise elle-même dans laquelle ils n'avaient d'abord
« que le rôle d'ouvrier, et souvent aussi ils remplacent,
« surpassent même le maître qui a commencé leur
« fortune. »

« Voilà l'échelle sûre que la nature a placée sous les
« pas de l'ouvrier dans les manufactures, du commis dans
« les comptoirs commerciaux, et qui est accessible sinon
« à tous, ce qui est impossible, du moins à ceux qui
« réunissent à l'intelligence, le goût du travail et de
« l'économie. Pourquoi tout le monde n'a-t-il pas ces
« qualités ? C'est une querelle à faire, non à la Société,
« mais à la Providence. »

Eloquentes paroles, toujours vraies d'ailleurs. Cinquante ans se sont écoulés, sans rien modifier à la situation. Nombreux sont, dans Paris, les entrepreneurs sortis du rang ; mais sans vouloir regarder trop haut, combien ne voyons-nous pas de petits entrepreneurs, des marchands en somme, se retirer pour vivre de leurs rentes ! Auvergnats ou Limousins, le plus ordinairement, ils sont venus dans la capitale, pauvres ouvriers de vingt ans. Des années, ils ont travaillé, ils ont économisé. Remarqués par leur zèle, leur bonne conduite, leur habileté professionnelle, ils sont devenus les auxiliaires des grands entrepreneurs. Le marchandage, juste récompense de leur vie

de labeur et de probité, les a mis dans le chemin de la fortune.

De tout ce qui précède, que ressort-il ? Sinon que le marchandage est utile, nécessaire et qui plus est, bien-faisant. Il s'impose à l'industrie tout entière comme un mode d'organisation du travail ; aux ouvriers, il procure les hauts salaires ; il est le marchepied qui leur permet d'atteindre aux positions les plus élevées.

Si le marchandage a eu ses détracteurs, si ses ennemis s'acharnent encore à sa perte, en revanche les défenseurs ne lui ont pas manqué. En 1848, ils s'appelaient Molloy, Adolphe Thiers ; aujourd'hui, ils s'appellent Paul Leroy-Beaulieu, Paul Cauwès, Hubert-Valleroux. Devant l'Assemblée nationale, M. Thiers s'écriait : « O les plus inconséquents de tous les hommes ! Vous voulez que l'ouvrier devienne entrepreneur, et, dès qu'il l'est devenu, vous le détestez. Vous l'appellez marchand, indigne tyran qui exploite l'homme ! Vous louez ce travail, vous voulez qu'il rapporte et vous accablez ceux qui s'élèvent ; pour vous plaire, il faut n'avoir point réussi ! »

En 1879, dans son *Précis d'Economie politique*, M. Cauwès, notre éminent professeur, écrivait :

« Le rôle d'un intermédiaire est cependant utile, en ce qu'il fournit un travail moins coûteux et plus certain, tandis que, d'autre part, il procure aux ouvriers des emplois dont ils ignoreraient l'existence, ou dont ils n'oseraient assumer les risques. »

Et M. Leroy-Beaulieu concluait que le marchandage réalisait le maximum d'efficacité technique.

Quant à M. Hubert-Valleroux, dans son *Traité sur le Contrat de travail*, il va plus loin. Il demande l'abrogation du malencontreux décret. « Abolir ce décret, ne serait pas faire œuvre seulement théorique, ce serait de

« la part de législateurs déclarer nettement qu'ils sont
« partisans de la liberté du travail, de la liberté des
« contrats ; que ces deux libertés ont en eux des défen-
« seurs et qu'ils sont hostiles à tout ce qui les diminue
« ou les entrave. Une telle manifestation serait singu-
« lièrement utile et même précieuse dans le moment
« actuel. »

Dans son numéro du 7 avril 1897, le *Monde Economique* ne craint pas d'indiquer la vraie cause de la campagne menée contre le marchandage.

« Le décret de 1848, dit le journal, semble inspiré par
« ces ouvriers qui, de tout temps, ont eu « du poil dans
« la main » et jalourent ceux d'entre eux auxquels une
« plus grande assiduité au travail et une économie soute-
« nue permettent en peu de temps de prendre place dans
« les rangs de la bourgeoisie. »

De tels témoignages sont précieux. En dépit de certaines revendications, dont la source est ailleurs, l'approbation donnée au marchandage par des talents indiscutés lui est un brevet de longue vie.

Il semblerait qu'après avoir discuté de la valeur économique du marchandage, l'exposé de sa situation juridique s'offrit comme la suite nécessaire. Cet ordre se fut imposé si, dans le cours de l'histoire, des événements n'étaient venus qui ont modifié la situation première du marchandeur. Selon notre Code civil, le marchandage est une sous-entreprise. Véritable contrat de main-d'œuvre, il est régi par la section III, au titre du contrat de louage.

Mais les dispositions si sages de notre Code furent entamées par la Révolution de 1848. Un élément pénal vint s'y ajouter, jetant le trouble dans une organisation établie, donnant libre carrière, par sa portée douteuse, à toutes les interprétations.

Aussi croyons-nous indispensable, avant que de l'interpréter à notre tour, de nous entourer des précieux enseignements que nous fournit l'histoire.

CHAPITRE II

Histoire moderne du Marchandage

Au temps où fleurissaient les corporations, n'existait guère que le petit atelier où, d'une vie commune avec le maître, vivaient apprentis et artisans. L'apprenti devenu artisan aspirait à la maîtrise, ambition réalisable et souvent réalisée. Patrons et ouvriers n'avaient que des intérêts communs et cette solidarité se trouvait encore maintenue par cette réglementation dont l'étroitesse fut la caractéristique de cette époque du travail.

L'établissement des manufactures combiné avec l'introduction des machines vint généraliser la situation de l'ouvrier : les conditions du travail se modifièrent. Sous la progression constante des perfectionnements mécaniques, les capitaux affluèrent vers l'industrie ; les bases jusqu'alors reconnues de la richesse publique se dérochèrent ; devant l'usine, la terre s'effaça ; surexcité par la surproduction, le commerce prit un essor prodigieux et l'univers ne fut pas un trop grand champ d'action à l'activité économique. Sur l'échiquier des nations, la lutte devint plus âpre, nécessitant la mise en œuvre de forces de plus en plus

considérables : la cohésion se fit sur le terrain de la concurrence industrielle. Avec les sociétés anonymes, riches de la richesse publique, tout s'élargit, entreprises et commerce. La direction dût alors se séparer de l'exécution ; entre le cerveau qui commande et le bras qui forge, des organes nouveaux vinrent s'interposer, anneau nécessaire entre les deux extrémités de la chaîne. Du progrès sortait le marchandage.

De même que l'homme avec les années se modifie et se perfectionne, de même une création ne saurait du coup être parfaite. Le temps est passé où Minerve sortait tout armée de la cuisse de Jupiter. Bien que le marchandage répondit à une nécessité, lui fallait-il cependant s'organiser et s'adapter aux habitudes sociales ! Sans doute, ses débuts furent marqués de tâtonnements, d'incertitudes et d'abus. Le marchandage d'alors n'était pas le marchandage d'aujourd'hui. Ne voit-on pas encore, à l'automne, dans nos rues de Paris, le maître ramoneur escorté des petits ramonats qu'il est allé chercher en Savoie ? N'est-on pas assailli tous les jours par ces enfants que ramènent d'Italie des gens à mine douteuse et qui vendent, qui des fleurs, qui d'inauthentiques terres cuites ? Le tâcheron de la Restauration n'opérait pas autrement : tel le sergent recruteur, il battait la province, explorant les bouges, visitant les cabarets. Il embauchait ce qu'il lui fallait d'hommes et rentrait dans la capitale. A ces ouvriers, qu'il enlevait à leur pays, que la difficulté des communications rendaient prisonniers de Paris, il se bornait à donner pour toute rémunération la nourriture et le logement. Quelle nourriture ! Quant au gîte, un toit et de la paille ! Quelquefois, quelques sous. Voilà la véritable exploitation, voilà l'odieux abus qui, en 1848, a déchainé les colères ouvrières, voilà la servitude qu'il fallait proscrire. Mais aussi combien il y

a loin du marchandage d'alors et du marchandage actuel et combien aujourd'hui sont usés, déclamations injustifiées, les vieux clichés d'il y a cinquante ans.

Jusqu'en 1848, les documents nous font quelque peu défaut. De cette étude, en quelque sorte préhistorique, il semble résulter que ce que visaient les travailleurs, c'était moins sa suppression que son organisation rationnelle et surtout la protection des salaires. Pourtant, à une autre époque également troublée de notre histoire, cent mille ouvriers se donnèrent rendez-vous dans la plaine de Saint-Denis, et dans cette réunion, imposante par le nombre, ils manifestèrent hautement de leurs sentiments en faveur de la limitation des heures de travail et de la suppression du marchandage. Ce jour n'eut pas de lendemain, et de 1840 il nous faut arriver jusqu'en 1847 pour lire, dans les journaux, quelques articles sur la question : encore sont-ils très rares. A titre de curiosité, je me permettrai de citer un passage tiré du journal le plus violent de l'époque, *L'Atelier* (1) :

« Sur un devis, portant des prix incroyablement
« réduits, accompagné d'un cahier de charges d'une
« exécution impossible, des entrepreneurs rivaux viennent
« offrir par écrit et sous cachet, un rabais, qui descend
« quelquefois à 15 ou 20 pour cent. Le travail est confié à
« celui qui a souscrit le plus fort rabais. Cet entrepreneur
« sait d'avance qu'il ne peut l'exécuter à ce prix, dans les
« conditions exigées ; il s'en tirera à l'aide de deux moyens :
« la corruption des agents préposés à la surveillance de son

(1) « Du système des adjudications de travaux publics dans les rapports
« avec le salaire ». — Novembre 1837 — 8^e année, n° 2. — Journal *L'Atelier*,
organe spécial des classes-laborieuses, rédigé par des ouvriers exclusivement.
« Liberté, Egalité, Fraternité, Unité. »

« travail et à la réduction au minimum du salaire des
« ouvriers. Il est à notre connaissance qu'un adjudicataire
« de travaux publics, ayant délégué sa tâche à divers sous-
« traitants, ainsi que cela se pratique trop souvent, a reçu
« de l'administration le prix du travail terminé et le rem-
« boursement du cautionnement qu'on exige de tout adju-
« dicataire et a disparu ensuite sans payer les tâcherons
« qui, à leur tour, ont fait banqueroute à leurs ouvriers.
« L'administration n'a pas pu payer deux fois, comme on
« le pense bien.

« Deux choses sont à faire :

« 1^o Baser le prix des devis, non sur les chiffres qu'ont
« pu accepter, à l'aide des moyens indiqués plus haut,
« certains entrepreneurs peu délicats, mais sur la valeur
« réelle des matières premières, sur le taux légitime des
« salaires augmentés d'un bénéfice honnête pour l'entre-
« preneur.

« 2^o Fixer par une clause du cahier des charges le taux
« des salaires à accorder à chaque catégorie d'ouvriers et
« en solder les mémoires à l'entrepreneur qu'après qu'il
« aura justifié que ses ouvriers sont intégralement payés
« et au prix fixé. Au cas où l'entrepreneur aurait réparti
« les travaux entre des tâcherons ou des marchands,
« la preuve du paiement des ouvriers par ces derniers,
« devrait être exigée.

« L'initiative d'une semblable mesure appartient de
« droit au Conseil municipal de Paris, qui peut l'introduire
« dans les nombreux travaux qu'exécute la Ville. Son
« exemple, suivi par toutes les communes, forcerait bientôt
« l'Etat à faire de même, et les particuliers qui font
« travailler n'auraient plus, comme aujourd'hui, à exiger
« des concessions impossibles, sous le prétexte que
« l'Administration les obtient. »

Tel était, à la veille de la Révolution, l'état des esprits, on pourrait même ajouter, les plus avancés. Le marchandage n'était donc pas encore en suspicion, encore moins tenu pour criminel ; l'ouvrier sollicitait quelques mesures de protection et de faveur ; il les eut obtenues certainement des pouvoirs publics, si les événements, subitement précipités dans leur marche, n'en eussent disposé autrement.

..

Une ère nouvelle va en effet s'ouvrir. Les revendications ouvrières, jusqu'alors si timidement manifestées et toujours contenues, vont subitement exploser. Cette brusque déflagration pourrait étonner, si l'on ne connaissait le lien qui les unissait aux idées républicaines.

Quand, en 1847, l'opposition se vit battue au sein même de la Chambre des Députés, elle résolut de répandre l'agitation dans le pays en organisant la campagne des banquets réformistes. Quoique « superficielle et factice », cette agitation avait troublé les esprits, que la prédication des doctrines socialistes, le dénigrement systématique d'une presse hostile, l'influence d'une littérature souvent malsaine avaient trop démoralisé. Dans un de ses discours, le roi avait flétri ces agitations soulevées par des passions ennemies ou par des entraînements aveugles. Malgré l'interdiction portée par le Gouvernement, l'opposition décida que le banquet réformiste du XII^e arrondissement aurait lieu ; concurremment, Odilon Barrot et cinquante-trois députés déposèrent une demande en accusation des ministres. Une collision était imminente : le roi intervint. C'est alors que pour donner une leçon à la Couronne, une partie de la Garde nationale crut devoir, sans danger, crier : « Vive la réforme ». Ces cris saluaient la naissance de la Révolution. Le 23 février, après huit années, M. Guizot

descendait du pouvoir, abandonnant son portefeuille. Trop tard : les sociétés secrètes descendaient dans Paris et ranimaient l'émeute. En quelques heures, MM. Molé, Thiers, Odilon Barrot se succédaient ; au maréchal Bugeaud on enlevait les pouvoirs qu'on venait de lui conférer. Plus de gouvernement, plus de commandement ! En vain le vieux roi abdiquait-il en faveur de son petit-fils, le comte de Paris. Cette nouvelle royauté succombait, avec la régence de la duchesse d'Orléans, au milieu des scènes lamentables de la Chambre des Députés. Le lendemain matin voyait fuir Louis-Philippe qui, gagnant Eu, puis Le Havre, s'exilait en Angleterre. Le soir, la République était proclamée à l'Hôtel de Ville et le gouvernement provisoire devenait le gouvernement du pays.

De cette Révolution, les ouvriers furent les principaux artisans : de leur concours, ils réclamèrent le prix. Aussi, dès le 28, le Gouvernement signe-t-il une proclamation dans laquelle il nomme une Commission pour les travailleurs, avec mission de s'occuper de leur sort. Aussitôt après, les conférences du Luxembourg s'ouvrent sous la présidence de Louis Blanc. Les prolétaires, par l'élite de leurs représentants, y délibèrent longuement. Ils cherchent à concilier, par l'organisation du travail, des droits et des intérêts que l'excès avaient rendus hostiles. Le succès ne répond point à leurs efforts et bien vite ils éprouvent l'inanité d'un système dont le vice capital était de bouleverser les conditions essentielles de la vie sociale. Il fallait cependant que le Gouvernement provisoire pût statuer sur les requêtes qui auraient été légitimes. Que fait Louis Blanc ? Il propose aux délégués d'entendre tout d'abord les plus urgentes.

Le 28 Février, Paris voit un spectacle aussi singulier qu'intéressant. Sur la place de Grève, les corporations, en

grand nombre, se rangent. Des bannières aux flammes rouges se déploient au vent ; des écriteaux sont promenés sur lesquels on lit : « Abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme. »

Voilà quelle fut la première requête apportée à la tribune du Luxembourg en même temps qu'une demande de réduction des heures de travail.

De ces revendications, il importe maintenant d'en préciser le sens. De quoi s'agissait-il ? « de l'exploitation « vexatoire, nous apprend Stern (1), d'ouvriers par des « sous-entrepreneurs de travaux qui, sans être d'aucune « utilité, absorbent une part considérable des bénéfices. » A cette raison d'ordre économique, et le mot n'est pas trop ambitieux, vint s'en ajouter une autre, toute de sentiment et qui a peut-être été décisive. On considérait que, l'entrepreneur ou le tâcheron étant lui-même un ouvrier, le bénéfice fait par un ouvrier au détriment d'un autre, pouvait devenir plus facilement une exploitation et que cette exploitation était essentiellement contraire au principe de la fraternité : La fraternité n'était-elle pas un de ces grands principes que la Révolution de 1848 s'honorait hautement de faire prévaloir et triompher ! Les ouvriers trouvaient quelque chose de particulièrement choquant dans cette situation du tâcheron qui, sans [avoir une instruction supérieure et malgré la communauté d'origine, exploite, dans le sens injuste du mot, son compagnon de travail et vit en quelque sorte à ses dépens. N'allaient-ils pas jusqu'à prétendre que, précisément à cause de cette communauté d'origine, l'ouvrier était moins armé, moins en défiance contre l'injustice possible de ces exigences !

(1) Daniel Stern. — *Histoire de la Révolution de 1848*, f° 168 et suiv.

Il fallait gagner du temps. Louis Blanc émit l'avis de consulter les patrons « qui ne souffraient pas moins de la « crise que les ouvriers et dont les intérêts au fond étaient « semblables, si l'on ne voulait pas risquer de compro- « mettre, par une précipitation trop grande, le succès des « mesures demandées. » Les patrons furent convoqués. Des estafettes galopèrent à travers Paris à la recherche des entrepreneurs. La réunion a lieu, sans tarder, le lendemain 1^{er} mars. Dans cette séance d'ouverture, le président Louis Blanc, assisté d'Albert comme vice-président, désignation qui a pour but de montrer aux ouvriers quel intérêt le Gouvernement attache aux travaux de la Commission, prononce un discours pour engager les ouvriers à reprendre leurs travaux et pour leur donner l'assurance formelle du bon vouloir du Gouvernement et de la sincérité avec laquelle on va s'efforcer de les rendre tous heureux et de réaliser le bonheur universel. « Les « hommes qui sont parmi vous, dit Louis Blanc, ne sont « responsables que de leur propre famille. Nous, nous « avons accepté la redoutable responsabilité de régler le « bonheur de toutes les familles de France. » La Commission délibère. La plupart des entrepreneurs témoignent à l'égard des ouvriers des intentions les plus libérales. Deux demandes figurent au programme : la limitation des heures de travail et la suppression du marchandage. Mais les ouvriers exigent une solution immédiate. « Vint « l'heure de l'épreuve, écrit Louis Blanc (1) ; les demandes « déjà mentionnées furent reprises, et la solution séance « tenante en fut exigée avec une véhémence où grondait « la menace. Mais je dois à la justice de dire que rien

(1) Louis Blanc. — *Histoire de la Révolution de 1848*, page 168.

« n'était plus noble que le caractère des considérations
« mises en avant par les ouvriers.

« Nous insistons, disaient-ils, pour la réduction des
« heures de travail.

« Quant à l'abolition du marchandage, nous la voulons,
« parce qu'il est odieux qu'entre le patron et l'ouvrier
« se glissent de rapaces intermédiaires qui exploitent le
« second et, quel que soit le bon vouloir du premier, font
« descendre les salaires au niveau marqué par la faim. »

Le lendemain paraît le décret, précédé de certaines
considérations que nous tenons à reproduire intégralement.

« Commission de gouvernement pour les travail-
leurs (1).

« Procès-verbal de la séance du 1^{er} Mars 1848, au
Palais du Luxembourg.

« Sont présents : MM. Louis Blanc et Albert (ouvrier),
membres du gouvernement provisoire.

« Aujourd'hui 1^{er} Mars a eu lieu au Palais du Luxem-
bourg la première séance de la Commission du gouverne-
ment pour les travailleurs.

« Parmi les demandes faites au nom de la classe
ouvrière, deux sont l'objet d'une résistance particulière de
la part de l'Assemblée, qui en demande la solution immé-
diate.

« Ces deux demandes sont les suivantes :

« Réduction du nombre d'heures de travail. Abolition
du marchandage, c'est-à-dire de l'exploitation des ouvriers
par des sous-entrepreneurs de travaux.

.

(1) *Journal Officiel*, 3 Mars 1848, page 540. — Le même procès-verbal
se trouve encore dans le *Moniteur Universel*, Janvier à Mai 1848, page 530.

« Sur le marchandage, des détails précis sont donnés par divers membres ; il en résulte que diverses sortes de marchandage sont à distinguer. Il y a les marchandeurs ou tâcherons qui sous-entreprennent certaines parties des travaux et les font exécuter à la journée par des ouvriers, sous leurs ordres directs. Ce genre de marchandage est oppressif pour l'ouvrier. L'abolition est non seulement consentie, mais réclamée par l'Assemblée.

« Il y a ensuite le marchandage habituel, qui consiste dans le travail à la pièce, ou piécard. Ce genre de travail est avantageux à l'ouvrier comme au patron, car à l'un il assure un bénéfice proportionné à son activité, et à l'autre une livraison plus rapide. Le piécard est à conserver.

« Il y a enfin un troisième genre de marchandage, qui consiste dans l'entreprise faite ensemble par plusieurs ouvriers, par association, avec partage des bénéfices dépassant le salaire de la journée de chacun, partage fait au prorata du taux de la journée de chaque associé.

« C'est là un genre d'association utile à conserver, à encourager.

« En conséquence de ces explications contradictoirement entendues des ouvriers et des patrons, le Gouvernement provisoire a immédiatement rendu ces décrets par lesquels le marchandage oppressif est aboli.

« Décret du 2 Mars 1848 (1) :

« Considérant :

« 1° Qu'un travail manuel trop prolongé, non seulement ruine la santé du travailleur, mais encore, en l'empêchant de cultiver son intelligence, porte atteinte à la dignité de l'homme ;

(1) *Moniteur universel*, page 529.

« 2° Que l'exploitation des ouvriers par les sous-
« entrepreneurs ouvriers, dits marchandeurs ou tâcherons,
« est essentiellement injuste, vexatoire et contraire au
« principe de la fraternité ;

« Le Gouvernement provisoire de la République
« décrète :

« 1° La journée de travail est diminuée d'une heure.
« En conséquence, à Paris, où elle était de onze heures,
« elle est réduite à dix, et, en province, où elle avait été
« jusqu'ici de douze heures, elle est réduite à onze ;

« 2° L'exploitation des ouvriers par des sous-entre-
« preneurs ou marchandage est abolie. Il est bien entendu
« que les associations d'ouvriers qui n'ont point pour
« objet l'exploitation des ouvriers les uns par les autres,
« ne sont pas considérées comme marchandage. »

Voilà donc le projet de la Commission transformé en loi. De l'élaboration au sein du Gouvernement provisoire, nous ne savons rien. Aucun compte-rendu. Il paraît cependant qu'une minorité combattit la loi nouvelle, mais que, la majorité l'emportant, le décret fut signé avec la rédaction que nous connaissons, et le mot « exploitation » par quatre fois répété.

Cet historique rapide montre combien le décret est de précipitation et d'irréflexion. M. Stern, en vain, s'efforcera de nous prouver qu'il n'y avait pas là œuvre hâtive et improvisée. Comment alors expliquer qu'on ait oublié d'y inscrire une sanction pénale. L'exploitation de l'homme par l'homme était abolie, les heures de travail étaient limitées, mais le décret restait platonique. Les infractions à ses dispositions n'étaient pas punies. Force fut au Gouvernement de s'y reprendre à deux fois : en avril, il signait un décret pour la limitation des heures de travail après en avoir signé un premier, le 21 mars, pour la suppression

de l'exploitation de l'ouvrier par des sous-entrepreneurs.

Arrêté du 21-24 mars :

« Le Gouvernement,

« Tout en réservant la question du travail à la tâche,

« Arrête :

« Toute exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage, sera punie d'une amende de 50 à 100 francs pour la première fois ; de 100 à 200 francs en cas de récidive ; et s'il y avait double récidive, d'un emprisonnement qui pourrait aller de 1 à 6 mois. »

Dans les vingt jours qui se sont écoulés entre le décret et l'arrêté, il ne s'est passé aucun fait qui retienne l'attention, si ce n'est à la séance du 20 mars la protestation d'un membre qui se plaint de l'inobservation du décret du 2 mars, faute de sanction pénale. D'où l'arrêté du Gouvernement en date du 21 mars.

Quelques mois se passent. Ils ont permis à tous ces textes de porter leurs fruits. S'il est un témoignage qui doit être peu suspect, c'est bien celui des contemporains. Or, que disent-ils ? Que les conséquences en sont désastreuses, surtout en ce qui concerne la limitation des heures de travail. L'ère des discussions est loin d'être close : des revendications vont surgir, cette fois en faveur du marchandage, et c'est devant l'Assemblée nationale issue par l'élection du 4 mai, pour la première fois du Suffrage universel, qu'elles vont être portées. Certaines constatations, en plus de leur importance, ne laissent pas d'être piquantes. Aussi le 9 juillet, Pascal Duprat déposait, au nom du Comité des travailleurs, c'est-à-dire au nom de ceux qui avaient provoqué les décrets de mars, un projet de décret d'abrogation, ainsi conçu :

« L'Assemblée nationale, considérant que le décret du

« 2 mars est nuisible aux intérêts de l'industrie, et
« contraire à la liberté du travail,

« Décrète :

« Article unique. — Le décret du 2 mars est abrogé. »

A l'Assemblée nationale, deux partis se trouvaient donc en présence : l'un voulait abolir purement et simplement le marchandage ; l'autre réclamait la faculté d'user librement du contrat. De cette opposition de vues, se dégageait cet enseignement : que le décret du 2 mars ne satisfaisait ni les intransigeants de gauche qui le trouvaient insuffisant, ni les intransigeants de droite qui le jugeaient excessif. Si l'abolition du marchandage eût été formelle, indiscutable, la question ne serait pas revenue, cinq mois après, troubler les séances de l'Assemblée nationale.

Or, on la posait et on la discutait encore, cette question, aux mois d'août et de septembre 1848.

Le 31 août, nouveau projet de Pascal Duprat, rapporteur de la Commission des travailleurs. Seulement il est modifié : il ne porte plus que sur la limitation des heures de travail. Le rapporteur a dû effectuer une disjonction en ajoutant les mots : « en ce qui concerne la « limitation des heures de travail ». Bien que la question du marchandage soit laissée de côté, elle n'en préoccupe pas moins l'Assemblée. « Je soutiens, disait le citoyen « Buffet, à cette séance du 31 août, qu'il n'y a pas une « seule des objections qui ont été faites contre le marchan-
« dage qu'on ne puisse reproduire avec la même force
« contre l'entrepreneur, et l'abolition du marchandage
« devrait conduire à l'abolition de l'entreprise en première
« ligne. Eh bien ! Je ne pense pas que personne veuille
« sérieusement aller jusque-là. » — « Je sais bien,
« ajoutait le citoyen Fourneyron, qu'il y a des incon-
« vénients très grands, dans certains ateliers, à continuer

« le marchandage comme il a été pratiqué, mais ce n'est
« qu'une exception, et le marchandage est tellement utile
« à l'industrie elle-même, aux ouvriers, que vous feriez le
« plus grand mal en abolissant le marchandage d'une
« manière absolue. »

La suppression absolue perd donc du terrain ; aussi, le 8 septembre, ses partisans vont-ils tenter un suprême effort. Le citoyen Guérin présente un amendement ainsi libellé : « Il demeure interdit aux entrepreneurs d'em-
« ployer les sous-traitants. Ils devront traiter directement
« avec les ouvriers pour l'exécution des travaux, soit à la
« journée, soit à prix courants. » A cet amendement s'en oppose un autre, conçu dans un cercle d'idées tout différent ; le citoyen Fourneyron ne demande en effet rien moins que l'abrogation totale des décrets. On vote. C'est d'abord l'article 6, qui porte textuellement : « Le
« décret du 2 Mars, en ce qui concerne la limitation des
« heures de travail, est abrogé. » Quant aux amendements Guérin et Fourneyron, tous les deux sont repoussés. Les deux partis couchent sur leurs positions. Que conclure, sinon que l'Assemblée, hésitant à se rallier à une solution absolue, s'en est tenue à la première : la solution intermédiaire, la répression de l'exploitation de l'homme par l'homme, sanctionnée par le décret du 21 Mars. C'est d'ailleurs l'idée qui se dégage du rapport de Pascal Duprat (1) : « Il résulte évidemment des termes de cette
« rédaction (article 6 précité) que la question du marchan-
« dage, question très grave et très compliquée, est réservée
« et que l'Assemblée, plus tard, sur une autre proposition,
« si on vient à la reproduire ici, aura à résoudre cette
« question importante. »

(1) *Moniteur Universel*, Juin à Septembre, p. 2382 à 2383.

Une circulaire du 18 Septembre, adressée aux préfets par le Ministre de l'agriculture et du commerce Tourret, vint, de la part du Gouvernement, confirmer cette interprétation :

« Le décret actuel (9 septembre 1848) abroge le décret
« du 2 Mars, seulement en ce qui concerne la limitation
« des heures de travail. La question relative au marchan-
« dage a été réservée pour être discutée et résolue
« ultérieurement. »

Ce document officiel clôture six mois de luttes parlementaires et maintient le *statu quo*. Des travaux préparatoires, comme des joutes d'éloquence qui ont suivi, n'a pas jailli cette lumière qui devait éclairer les commentateurs de l'avenir, cette précision qui devait rendre invulnérable l'œuvre du Gouvernement provisoire. Les textes se sont transmis, imprécis et douteux : au juriste d'aujourd'hui, il appartient d'en fixer le sens véritable ; à lui de s'aider, dans cette difficile mission, des enseignements de l'histoire et des grands principes qui dominent et la législation et la société.

* *

Depuis le jour où furent promulgués ces décrets, un demi-siècle, très exactement, s'est écoulé. Cinquante années bien remplies ! A la seconde République effondrée sous les conséquences désastreuses de ses utopies et ses imprudentes réformes en politique, le Coup d'Etat a donné comme successeur l'Empire. Tout d'abord glorieux, par le succès de ses armes et la renaissance industrielle, Napoléon s'est acheminé vers la ruine avec sa mauvaise administration et son imprévoyante diplomatie que vint consommer le plus sanglant de nos désastres. La troisième République vient alors s'asseoir sur les ruines de l'Empire.

Vingt ans durant la France s'absorbe dans son œuvre de réorganisation.

Au cours de toutes ces étapes de la vie nationale, bien peu de revendications ouvrières. L'esprit était ailleurs. A peine si vers 1860 on entend parler de quelques pétitions au sujet du marchandage : ces réclamations n'ont pas d'écho. Il est d'autres libertés que veut le prolétaire. La grande manifestation anglaise de 1867 trouve la classe ouvrière de France insensible ; la solidarité internationale n'est pas encore née. Les générations qui depuis 1848 se sont succédées ont ignoré l'œuvre ; nul n'a songé à s'en prévaloir, à s'y référer. L'oubli est tel que nos Codes usuels ignorent encore ces textes dont l'élaboration souleva tant de passions, déclina tant de haines. Jusqu'à hier les Tribunaux furent muets sur la question du marchandage. De conflits juridiques : point.

..

Depuis quelques années le socialisme a grandi ; il s'est fait une place dans la société comme au Parlement. Concurrément, les revendications ouvrières se sont faites plus nombreuses et plus pressantes. De nouveau, la question du marchandage s'est posée. C'est devant la juridiction des prud'hommes que se sont livrés les premiers engagements, simples combats d'avant-garde. La section des métaux déclara nulle cette sorte de convention : traitant le marchandeur comme un préposé, elle le met hors de cause et oblige l'ouvrier embauché à réclamer son salaire à l'entrepreneur (1). La même année intervient une autre décision, mais en sens contraire (2). Enfin, en 1888,

(1) Sentence du 3 Janvier 1881. — Article de M. Victor Emion. *Journal des Prudhommes*, 1881, p. 67.

(2) Sentence du 16 Février 1881.

le Conseil des prudhommes, section des industries diverses, admet de nouveau le marchandage. La sentence est fortement motivée et les considérants méritent d'être retenus (1) :

« Attendu que les auteurs du décret de 1848, en
« admettant que ce décret ait toujours force de loi, n'ont
« en vue que de prohiber le scandaleux trafic qui se
« produisait alors et qui consistait généralement à nourrir,
« coucher, entretenir un ouvrier en ne lui accordant que
« quelques sous par jour, à titre de salaire, ce qui consti-
« tuait, en effet, une véritable exploitation vexatoire ;
« qu'il résulte d'ailleurs du texte même du décret et de
« l'arrêté précités, qu'il n'y a marchandage qu'autant qu'il
« y a exploitation de l'ouvrier ; que l'exploitation de l'ou-
« vrier est le profit que l'on poursuit par tous les moyens
« et notamment par l'avilissement des salaires et qu'elle
« ne saurait résulter nécessairement du marchandage ;
« que le marchandeur ou sous-entrepreneur organise et
« dirige ses chantiers, prépare et suit sur le terrain même
« la marche et l'exécution de l'entreprise et donne ainsi
« une coopération directe et personnelle au travail maté-
« riel ; que s'il emploie des ouvriers, ces derniers ne sont
« que des auxiliaires ; que son bénéfice sur la main-
« d'œuvre n'est pas une exploitation, mais apparait comme
« la rémunération de son temps et de sa coopération à la
« tâche commune ; que le simple ouvrier n'apporte à
« l'entreprise que sa main-d'œuvre et n'a d'autre respon-
« sabilité que celle de la bonne exécution de son travail
« quotidien, tandis que le tâcheron engage en outre son
« industrie, son expérience, son outillage, ses avances et

(3) Affaire Desplanques. — Jugement des 9 et 27 Juin 1888. — Voir Dalloz, article Travail, III, nos 121 à 124.

« son crédit ; qu'il est par conséquent le principal créateur
« du travail exécuté ; que le tâcheron est responsable des
« malfaçons de ses ouvriers et subit les conséquences des
« hausses et des baisses des salaires qui sont les suites
« naturelles des lois qui régissent le travail et les travail-
« leurs ; que, conséquemment, il peut sans qu'on puisse
« lui en faire un grief chercher des ouvriers qui consen-
« tent à travailler sous ses ordres avec une réduction
« insignifiante de salaire qui, le plus souvent, correspond
« au rabais qu'il a lui-même consenti, que cela ne constitue
« pas et ne saurait constituer une exploitation de l'ou-
« vrier. »

Il ne faudrait pas attacher une importance excessive à ces quelques sentences contradictoires du Conseil des prud'hommes de Paris. Il statuait commercialement sur la validité de contrats de marchandage à lui déférés et il n'avait pas à se préoccuper — ce qui eut d'ailleurs excédé ses pouvoirs — du côté pénal de la question.

Malgré tout, les élections de conseillers prud'hommes devinrent dans la suite une lice électorale dont la suppression du marchandage fût avec le mandat impératif, en quelque sorte, la plate-forme. Les Comités inondèrent Paris de programmes aussi instructifs que peu rassurants sur leur façon de comprendre l'exercice de la Justice :

« Elections au Conseil des prud'hommes du 13 Décembre 1891. — Comité central électoral et de vigilance des
« conseillers prud'hommes ouvriers.

« Citoyens,

« Vous êtes appelés à choisir parmi les vôtres, des
« travailleurs ayant mandat de défendre vos droits et vos
« salaires méconnus par les employeurs rapaces et
« inhumains.

« La lutte entre le patronat et le salariat est arrivée à
« son plus haut point d'acuité.

« Le Conseil d'Etat, d'émanation gouvernementale,
« apporte son concours aux exploiters en détruisant
« l'œuvre du Conseil municipal dans les garanties du
« travail.

« Il ne vous reste plus actuellement que les tribunaux
« de Conseils de prud'hommes où vous puissiez espérer
« quelque justice.

« L'application des prix de série de la Ville ou les
« tarifs adoptés par les corporations ;

« La suppression du marchandage ;

« La nullité des engagements ou contrats léonins
« extorqués aux ouvriers aux prises avec la misère ;

« Sont les points principaux du programme imposé
« aux candidats présentés par le Comité central électoral
« et de vigilance des conseillers prud'hommes ouvriers,
« seule organisation sérieuse donnant toutes les garanties
« indispensables aux justiciables.

.

« Il faut, Citoyens, que vous n'accordiez vos suffrages
« qu'aux candidats qui acceptent le mandat impératif et le
« programme imposé par le comité de vigilance.

« Travailleurs,

« En votant pour les citoyens dont les noms suivent,
« vous voterez pour plus de justice et vous ferez faire un
« pas en avant à l'émancipation ouvrière.

« Pour le Comité électoral :

« *Le Secrétaire*, H. BERT. »

Autre programme :

« Comité central électoral et de vigilance des conseil-
« lers prud'hommes ouvriers.

« Considérant que la classe des travailleurs doit dans

« toutes les manifestations électorales réclamer jusqu'à
 « complète satisfaction toutes les réformes sociales néces-
 « saires à son émancipation ;

« Considérant que les élections pour les prud'hommes
 « ouvriers sont par leur essence même un des moyens
 « pour formuler un programme des revendications de
 « travailleurs contre les capitalistes, de l'exploité contre
 « l'exploiteur ;

« Dans ces conditions, tout candidat présenté par son
 « Syndicat et patronné par le Comité déclare qu'il accepte
 « le programme ci-dessous.

« En conséquence, les électeurs qui voteront pour nos
 « candidats signifieront par leur vote qu'ils acceptent les
 « principes et les revendications formulés dans le présent
 « programme :

« Article premier. — Tout candidat comme conseiller
 « prud'homme ouvrier déclare que le but qu'il poursuit
 « est la suppression complète du patronat et du salarié.
 « Que pour arriver à ce résultat il se déclare partisan de la
 « lutte des classes.

.

« Article 16. — Le Comité chargé de faire exécuter les
 « résolutions prises par les électeurs prendra les mesures
 « nécessaires pour assurer, le cas échéant, la volonté élec-
 « torale, même si la révocabilité de l'élu était prononcée.

« Adopté en réunion générale, le 19 Octobre 1893.

« *Le Secrétaire, V. DUFALLY.* »

Nous n'avons certes pas la prétention d'épuiser la série ;
 nous nous contenterons d'insérer encore un de ces inté-
 ressants spécimens des idées ouvrières :

« Elections aux Prud'hommes (4^e catégorie du Bâti-
 « ment) du dimanche 3 Décembre 1893. — Programme.

« 1° Application rigoureuse du décret visant le marchandage ;

« 2° Respect absolu du prix de série, établi en 1882 (fixant l'heure à 0 fr. 90, prix convenu par nous comme minimum) ;

« 3° Paie tous les quinze jours ;

« 4° Responsabilité des patrons en matière d'accidents ;

« 5° Suppression de la retenue du salaire de l'ouvrier en faveur des Compagnies d'assurances (ce fait étant considéré comme un bénéfice pour le patron) ;

« 6° Ne pas tenir compte de la signature pour les prix au-dessous de la série, arrachée par la force à l'ouvrier victime du chômage et qui est forcé de succomber ;

« 7° Nous nous tiendrons à la disposition des électeurs ;

« 8° Partisans du mandat impératif qui est la garantie de l'électeur, nous remettons notre démission en blanc au Comité et rendrons compte de notre mandat en réunion publique, tous les six mois.

« Pour le Comité électoral :

« *Le Secrétaire, A.-R. HEUGUY.* »

Si, quittant ces sphères troublées, nous entrons dans les chantiers de cette exposition où, dans une grandiose manifestation du travail, se doit résumer l'effort de tout un siècle, la question du marchandage est là, qui nous attend.

Dans l'arrêté ministériel qui règle les clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs pour les travaux de 1900, se trouve cette restriction :

« L'entrepreneur ne peut céder à des sous-traitants une ou plusieurs parties de son entreprise sans le consentement de l'administration.

« Dans tous les cas, il demeure personnellement responsable, tant envers l'administration qu'envers les

« ouvriers et les tiers. Si un sous-traité est passé sans
« autorisation, l'administration peut, suivant le cas, soit
« prononcer la résiliation pure et simple de l'entreprise,
« soit procéder à une nouvelle adjudication à la folle-
« enchère de l'entrepreneur.

« Le marchandage est également interdit à l'entre-
« preneur, conformément au décret du 2 Mars 1848 et à
« l'arrêté du gouvernement du 21 Mars 1848 (1). »

Les entrepreneurs s'étonnent de ce coup droit qui leur est porté. Pourquoi le Ministre du Commerce a-t-il cru devoir faire revivre des textes restés jusqu'à ce jour dans l'oubli et dont en 1888 une voix autorisée avait soutenu devant le Sénat l'abrogation. Cette fois, ce ne sont plus les ouvriers qui vont revendiquer : les rôles sont renversés. Aux patrons d'intervenir auprès des pouvoirs publics et de défendre leurs droits menacés.

Sans plus tarder, la campagne commence. A l'article 9 de l'arrêté ministériel vient dès la fin d'octobre s'opposer une protestation du Groupe des Chambres syndicales de l'Industrie et du Bâtiment de la ville de Paris et du département de la Seine :

« Le décret de 1848, dit la protestation, avec le droit
« au travail qui nous conduisait aux ateliers nationaux,
« fut le résultat des travaux de la Commission du travail
« et qui ne reçurent, du reste, aucune application.

« Le marchandage convient aux ouvriers laborieux.
« C'est pour eux un acheminement au patronat, c'est un
« début. C'est un premier pas qui les enhardit et leur
« permet d'utiliser d'une manière profitable leur activité
« et leur capacité.

« Il n'y a rien là d'immoral : dans tous les pays civilisés

(1) Arrêté de M. Boucher, Ministre du Commerce, 25 Septembre 1896.

« le monde du travail a ses règles et sa hiérarchie. Chacun
« des membres qui le compose fait des efforts d'intelli-
« gence, de travail et d'économie pour conquérir un
« grade.

« A moins de rester ou plutôt de retourner à l'état
« sauvage, là est la vie, là est le progrès.

« Ces grands mots de « l'exploitation de l'ouvrier » ne
« sont que des phrases creuses, trop souvent employées
« dans le siècle de liberté où nous vivons.

« En effet, les ouvriers sont libres de s'engager avec
« le marchandeur aussi bien qu'avec l'entrepreneur, et
« il est bon de faire remarquer que les ouvriers du
« marchandeur sont plus payés que les autres. On ne
« voit donc pas les avantages que donneraient à
« l'ouvrier l'interdiction absolue de cette organisation du
« travail.

« Aussi, bien que ce décret de 1848 n'ait pas été
« abrogé, il est à remarquer qu'il est tombé en désuétude,
« et que jamais les pouvoirs publics, malgré les récrimi-
« nations des socialistes intransigeants, n'ont cru devoir
« l'appliquer.

« Nous ne saurions trop protester contre cette tendance
« des pouvoirs publics à vouloir réglementer le travail, à
« se substituer dans la gérance de l'industrie, et arriver
« ainsi progressivement à créer une gêne qui aurait pour
« conséquence la ruine de notre pays. »

Dans cette voie, Paris entraîne à sa suite le reste du
pays. Au quatrième congrès des Chambres syndicales de
France, le délégué parisien, M. Bertrand, envisageant la
question à un point de vue plus général, émet un vœu
qu'il fait précéder des considérations suivantes :

« Nous demandons en outre, au nom de la liberté du
« travail, que les pouvoirs publics révisent le décret du

« 21 Mars 1848 qui interdit le marchandage sous peine
« d'amende et d'emprisonnement.

« Ce décret, avec le droit au travail qui nous conduisit
« aux ateliers nationaux, fut le résultat des travaux de la
« Commission du travail présidée par Louis Blanc. Ce
« décret n'ayant jamais été appliqué, était tombé en
« désuétude, et cependant l'arrêté relatif aux travaux de
« l'Exposition, arrêté conçu par M. le Directeur de l'Expo-
« sition et visé par M. le Ministre du Commerce, contient
« une clause qui interdit formellement le marchandage.

« Nous demandons l'abrogation de ce décret dont
« l'application aurait pour résultat d'arrêter l'essor de
« l'ouvrier laborieux qui aspire à s'élever dans la hiérar-
« chie du monde du travail, qui fait des efforts d'intelli-
« gence, de travail et d'économie pour conquérir un grade.
« A moins de rester stationnaire ou plutôt de retourner à
« l'état sauvage, là est la vie, là est le progrès.

« Il est à remarquer, Messieurs, que les ouvriers qui
« sont libres de s'engager avec les sous-entrepreneurs
« aussi bien qu'avec les marchands, sont mieux payés
« par ces derniers.

« Nous ne saurons donc assez protester contre cette
« tendance des pouvoirs publics à vouloir réglementer
« l'organisation du travail, et nous demandons au nom de
« la liberté de toutes les classes de la société, que tous les
« contrats, lorsqu'ils ne sont pas contraires à l'ordre
« public, soient respectés.

« J'ai l'honneur de vous proposer un vœu qui ne
« s'appliquerait pas seulement aux travaux de l'Exposition
« de 1900, mais aux travaux publics en général, et qui
« trouverait sa place après le vœu relatif aux adjudications
« des travaux publics que vous avez adopté hier. »

« Voici d'ailleurs le vœu proposé :

« 1° Que les conditions imposées aux adjudicataires
« pour soumissionner les travaux publics, soient les
« mêmes pour tous les concurrents sans privilèges, qu'il
« s'agisse d'entrepreneurs ou de sociétés ouvrières, et à
« cet effet, que le décret du 4 juin 1888 concernant les
« associations ouvrières soit révisé dans ce sens ;

« 2° Que l'Etat n'intervienne pas dans les contrats
« entre ouvriers et patrons en tant que ces contrats ne
« sont pas contraires à l'ordre public, et à cet effet, que
« les pouvoirs publics annulent le décret du 21 Mars 1848
« qui interdit le marchandage sous peine d'amende et
« d'emprisonnement en cas de récidive. »

Ce vœu a été adopté à l'unanimité par la quatrième section, et dans la réunion plénière par toutes les sections. Il a été transmis au ministre compétent, mais les entrepreneurs attendent encore une solution.

Une si brûlante question ne devait laisser indifférents les représentants du pays. Elle eut en effet à deux reprises les honneurs de la tribune française.

Il y a dix ans, en 1888, une certaine agitation se produisit à l'occasion de l'anniversaire du 24 Février. Des délégations ouvrières devaient, paraît-il, se rendre au Ministère de l'Intérieur et en province dans les préfectures, pour y porter leurs revendications. Cette nouvelle ne fut pas sans provoquer une certaine émotion. Le Gouvernement, désagréablement surpris, tint à se mettre en garde contre toute surprise, et, dans cet esprit, M. Charles Floquet, alors ministre de l'intérieur, crut devoir adresser une circulaire à ses préfets. Dans ce document, qui n'était pas destiné à recevoir la publicité, le ministre faisait connaître ses opinions et recommandait particulièrement aux préfets de déclarer aux ouvriers
« qu'ils n'avaient pas à insister, ni à se préoccuper, en ce

« qui concerne le marchandage, le marchandage ayant été
« aboli par le décret du 2 Mars 1828, qui n'avait pas été
« abrogé ». Cette circulaire fut tenue par nombre de
sénateurs pour une imprudence : il leur apparut comme
contraire à la mission du ministre de donner des consul-
tations juridiques et de faire office d'avocat consultant.

Une interpellation fut décidée et M. Trarieux fut chargé de la développer devant le Sénat. Mais le ministère prit les devants, et quand M. Trarieux monta à la tribune, le cabinet dont M. Floquet était le président avait cédé la place à un nouveau cabinet présidé par M. Constans. Du débat, toute question de personne devait être écartée, le successeur ne pouvant être tenu pour responsable des actes de son prédécesseur. Le point de fait n'en restait pas moins à liquider et l'interpellation eut lieu. Le discours de M. Trarieux fut peut-être la plus belle apologie que jamais le marchandage ait entendue. Après avoir montré l'inanité des décrets et mis en pleine lumière la valeur économique de ce mode d'organisation du travail, gagnant des sphères plus élevées il en vint à dominer la question. Avec une réelle éloquence, démasquant les batteries socialistes, il retraça l'histoire de la liberté, qui est à la classe ouvrière « comme sa force d'expansion et son « espoir d'avenir (1) ».

Ce ne fut que huit ans plus tard que le marchandage revint, non plus à la tribune du Luxembourg, mais à celle, cette fois, du Palais-Bourbon. Ce n'est plus une circulaire ministérielle qui va provoquer une interpellation, mais un jugement de la neuvième Chambre correctionnelle. Ce n'est plus l'apologie du marchandage que nous allons

(1) Séance du Sénat du 12 Mars 1889. *Journal Officiel* du même jour.

entendre, mais une des plus violentes attaques dont ait retenti la Chambre contre l'organisation actuelle.

Au nom du parti socialiste, M. Renou, député de Paris, vint se plaindre de la façon dont les Tribunaux interprétaient les décrets. Pour lui, plus de marchandage. Faire des distinctions, c'est créer au profit des patrons une véritable impunité. Tolérer de semblables abus, c'est de la part du Gouvernement se rendre complice de l'exploitation capitaliste. A la rescousse, arrive M. Edouard Vaillant, qui reproche brutalement à la troisième République d'avoir moins de souci que les hommes de 1848 des misères des travailleurs.

Malgré un discours de M. Lavy et l'intervention de M. René Viviani, cette véhémence protestation reste infructueuse et la tumultueuse séance se clôture par le vote de l'ordre du jour pur et simple (1).

(1) Deux ordres du jour sont déposés :

Le premier, signé par M. Renou, est ainsi conçu :

« La Chambre, en présence des interprétations judiciaires, du décret des 2-21 Mars 1848, prohibant le marchandage, confirme cette prohibition et constatant l'inobservation, par un grand nombre d'employeurs, des prescriptions de la loi du 2 Novembre 1892 sur le travail des apprentis, des filles et des femmes dans l'industrie, se déclare résolue à faire respecter le décret et la loi précitée et passe à l'ordre du jour. »

Le deuxième ordre du jour, signé de MM. Coutant et Desfarges, est ainsi rédigé :

« La Chambre invite le ministre de la justice à s'entendre avec son collègue du ministère du commerce pour que les inspecteurs du travail soient chargés d'assurer l'application du décret de 1848 interdisant le marchandage dans les ateliers, chantiers et magasins. »

M. Charles Ferry et plusieurs de ses collègues. — Nous demandons l'ordre du jour pur et simple.

M. le Garde des Sceaux. — Après la déclaration que j'ai faite sur la non-abrogation du décret du 2 Mars 1848 et de l'arrêt du 21 Mars suivant, et sur le devoir d'appliquer leurs dispositions, je crois que la Chambre, à raison des paroles que j'ai prononcées, peut accepter l'ordre du jour pur et

Ce qui avait provoqué ce débat parlementaire, c'était, nous l'avons dit, le jugement de la neuvième Chambre correctionnelle. Or, ce jugement est le premier en la matière. Jamais, même en 1848, les tribunaux de répression n'avaient été saisis de la question. Pour la première fois, il appartenait donc au Tribunal correctionnel d'interpréter les décret et arrêté de Mars 1848 et d'en faire l'application.

Au cours de l'exposé juridique du marchandage, nous verrons combien est contradictoire la jurisprudence des divers degrés de juridiction qui furent appelés à en connaître.

L'historique du marchandage ne serait pas complet, si nous n'évoquions les intéressants débats judiciaires que vient de provoquer la question du marchandage.

En l'espèce, un entrepreneur de maçonnerie, bien connu à Paris, avait été, par le Conseil des Prud'hommes, déclaré civilement responsable des salaires que son tâcheron pouvait devoir aux ouvriers par lui embauchés.

En appel, devant le Tribunal de commerce, la sentence est infirmée. C'est alors qu'au lieu de suivre la marche indiquée au Code de Procédure et de porter l'affaire devant la Cour de cassation, les ouvriers songèrent à invoquer les décret et arrêté de Mars 1848 et saisirent la juridiction pénale. Pour la première fois, le caractère délictuel fut

simple, qui a cette signification. Par le vote de cet ordre du jour, elle approuvera mes déclarations.

M. le Président. — Je mets aux voix l'ordre du jour pur et simple.

Nombre de votant.....	534
Majorité absolue.....	268
Contre l'adoption.....	156
Pour l'adoption.....	378

La Chambre des Députés a adopté. — Séances des 10 Avril et 22 Mai 1897.

soumis à l'appréciation d'un tribunal. Devant la neuvième Chambre, M^e Flamand vint défendre l'entrepreneur, alors que M^e René Viviani plaidait pour les ouvriers. Dans un jugement d'avant faire droit, en date du 9 Avril 1897, dominait cette interprétation que, dans certains cas, l'entrepreneur pouvait être co-auteur du délit. Devant cette menace, les Chambres syndicales firent interjeter appel. De nouveau, les deux éminents avocats revinrent à la barre développer leurs conclusions, de nouveau le système fut admis. La Cour de Paris adoptait les motifs des premiers juges.

Un pourvoi fut immédiatement formé. Le 4 Février 1898, la Chambre criminelle se refusant à admettre que l'entrepreneur pût être co-auteur du délit de marchandage pour ne reconnaître qu'une complicité éventuelle, cassait l'arrêt du 9 Juillet 1897 et renvoyait l'affaire devant la Cour d'Orléans.

Le 28 Juin dernier, demandeurs et défendeurs firent défaut devant la Cour d'Orléans. L'arrêt fut remis à huitaine. Il a donc été prononcé le Mercredi 6 Juillet.

Communication m'a été faite de l'arrêt de la Cour d'Orléans. Il ressort de sa lecture que la Cour de renvoi s'est bornée à reprendre, pour son propre compte, les motifs de la Cour de Paris.

Un nouveau pourvoi était imminent, il appartiendra à la Cour de cassation, par un arrêt rendu « en rouge », d'établir la jurisprudence.

Je ne veux pas laisser se terminer ce trop court exposé de ces luttes judiciaires si intéressantes, sans dire quelle grande part mon éminent confrère Flamand a pris dans la question du marchandage et combien je dois à son érudition et à son amitié.

APPENDICE

De la valeur juridique des Décrets de Mars 1848

Toutefois, avant que d'entrer dans cette étude, se pose ce que nous pourrions appeler la question préalable. Les décrets et arrêtés de Mars 1848 sont-ils toujours en vigueur ?

D'abrogation formelle, il n'en est point. Depuis le rejet de l'amendement Fourneyron, aucune proposition du même genre ne fut soumise au Parlement. Mais si ces textes n'ont point été abrogés formellement, ne le seraient-ils point, du moins, implicitement ? C'est la doctrine que soutint un de nos très éminents et très regrettés professeurs, M. Charles Beudant. Comment, près de cinquante années s'écoulent depuis le jour de la promulgation ; non seulement nul ne songe à se réclamer de ces décrets, mais encore aucune mention n'en est faite dans nos codes usuels. Quand d'un tel oubli, on veut les en tirer, autant vouloir faire renaitre les morts de leurs cendres ! Quand pendant un demi-siècle, des lois restent sans application, ce silence équivaut à une abrogation tacite : le non usage

n'est-il pas la meilleure condamnation de textes mal venus ! Pourquoi la France ne suivrait-elle pas en cela l'exemple de l'Angleterre ? Chez elle, l'abrogation par désuétude est admise pour les lois écrites. Une loi doit être appliquée, sinon elle n'a plus de raison d'être et l'indifférence publique la raye, tout aussi bien qu'un bill du Parlement, de la législation du Royaume. A cette règle, il n'est qu'une exception, non plus en faveur d'une loi écrite, mais en faveur de la coutume « *la common law* » qui est considérée se transmettre, comme par héritage, de génération en génération. Malgré l'autorité de M. Beudant, nous ne pouvons nous rallier à son enseignement. Il s'élève en effet contre ce grand principe que tout en France est de droit étroit. L'exemple tiré du système anglais n'est ici d'aucun poids : l'Angleterre est la terre de la coutume et ce n'est qu'à titre accessoire, complémentaire de « *la common law* » qu'intervient la loi écrite. La France, au contraire, est régie par une Constitution de Droit écrit. Il n'y a qu'une loi qui puisse en abroger une autre. Il n'appartient pas à un gouvernement de pouvoir, par mollesse ou par malveillance, anéantir, par nos applications, un acte de la volonté législative. L'usage lui-même ne peut prescrire contre l'exécution des lois (1) ; à plus forte raison,

(1) « Qu'autrefois, a-t-on dit, l'usage pût abroger la loi comme l'enseigne « d'Aguesseau, dans sa lettre du 26 Octobre 1736 au premier président du « Parlement de Toulouse, c'est que les autres Parlements, dont les décisions « réitérées formaient cet usage concourraient indirectement à l'exercice de « la puissance législative, soit par le refus de l'enregistrement, soit par des « arrêts réglementaires, qui souvent dérogeaient à la loi sans l'expliquer.

« Mais depuis notre nouvelle organisation judiciaire, il est expressément « défendu aux juges, par la Constitution de 1791, tit. III, chap. 5, art. 6, de « suspendre l'exécution des lois, de s'immiscer dans l'exercice du pouvoir « législatif, ni de faire aucun règlement » ; — par l'art. 5 du C. Nap. « de prononcer par voie de disposition générale et réglementaire. Or, déter-

le non usage. Maintes fois, la Cour de Cassation a confirmé cette interprétation (1). Donc, comme le décret de 1848 n'a souffert aucune modification, aucune atteinte, il reste donc entier. Nous devons à la vérité de dire que nous avons vu d'autres exemples, qu'il est à notre connaissance des applications autrement exorbitantes de ce principe qu'une loi n'est pas abrogée par désuétude.

Ainsi un individu fut condamné, qui avait vendu son blé en herbes, par application d'une loi de la Révolution qui, en temps de famine, voulait défendre le peuple contre les accapareurs.

Ainsi encore fut exhumée une loi de 1814, qui défendait de travailler le dimanche, et, sous le troisième Empire, un paysan fut poursuivi pour s'être permis de charrier son fumier le jour du dimanche. Enfin, une loi que tous croyaient ensevelie sous une longue désuétude, ne s'est-elle pas réveillée en 1880 pour interdire les congrégations non autorisées.

Ce que le non usage ne saurait faire, une Constitution postérieure le pourrait-elle ? C'est du moins ce que, dans

« miner par l'usage l'abrogation d'une loi positive, c'est faire un acte
« législatif.

« On a remarqué aussi que les nombreux arrêts de la Cour de cassation,
« qui ont admis l'abrogation par l'usage, se réfèrent à d'anciennes ordon-
« nances ou coutumes non suivies par les Parlements. (Dalloz, art. Lois,
« n° 1531.) »

(1) « On ne peut prescrire contre l'exécution des lois, que le législateur
« signale lui-même, en les publiant, comme étant indispensables au bien de
« l'Etat et au maintien de la morale publique : leur abrogation ne peut
« résulter que d'une loi. (Rejet. 1^{er} Août 1824. Aff. Perdonnet, V. Trésor
« public). »

« Dans les gouvernements constitutionnels, la désuétude ne doit pas être
« admise comme ayant pour effet d'abroger la loi. (Orléans, 29 Mars 1838.
« Aff. Leblanc, V. Notaire. Oblig.) »

son remarquable discours, M. Trarieux soutenait en 1889 :

« Quelques semaines après cette promulgation, des « pénalités furent édictées contre ceux qui contrevien-
« draient à cette disposition. Toutefois, elles n'eurent
« jamais l'occasion d'être appliquées, car presque aussitôt
« survint la Constitution de Novembre 1848 qui, plaçant
« au premier rang de nos libertés la liberté du travail et
« de l'industrie, en entraîna l'abrogation implicite. »
L'article 13 de cette Constitution est ainsi conçu : « La
« Constitution garantit aux citoyens la liberté du travail et
« de l'industrie. » Il y a là un principe fondamental, qui
fait partie de notre ordre public. A ce principe, les décret
et arrêté de Mars 1848 apporteraient une restriction : ils
sont donc implicitement abrogés.

Cette seconde thèse n'est pas plus admissible que la première.

Quand une Constitution se borne à formuler des principes aussi généraux, et par suite aussi vagues, que celui du travail et de l'industrie, elle ne vise pas à abroger des textes précis ; elle n'a d'autre but que de donner l'orientation générale d'un gouvernement. Vouloir induire de ce rapprochement que les décrets sont abrogés, c'est vouloir aller à l'encontre des faits qui nous enseignent qu'au moment même où l'Assemblée Nationale votait la Constitution et particulièrement son article 13, elle réservait la question du marchandage pour être résolue ultérieurement.

Le Conseiller rapporteur près de la Cour de cassation va jusqu'à soutenir que l'article 13 de la Constitution ne contredit en aucune façon le décret de 1848 et que ces deux textes de loi concourent au même but : le premier, en garantissant d'une manière générale la liberté du travail

à tous les citoyens ; le second, en déclarant oppressives et délictueuses certaines manœuvres que le législateur considère comme attentatoires à la liberté du travail et de l'ouvrier.

En dernier lieu, il nous faut voir si les décrets ont été valablement rendus. Le doute n'est pas possible. Le Gouvernement provisoire avait le pouvoir de légiférer. En réglementant le travail et en ajoutant à cette réglementation une sanction pénale, il n'a pas outrepassé les limites de sa puissance législative.

CHAPITRE III

Le Marchandeur et les Décrets de 1848

« Toute exploitation de l'ouvrier, par voie de marchandage, sera punie d'une amende de 50 à 100 francs pour la première fois ; de 100 à 200 francs en cas de récidive ; et, s'il y avait double récidive, d'un emprisonnement qui pourrait aller de un à six mois. » Tels sont les termes de l'arrêté des 21-24 mars qui venait donner une sanction pénale au décret du 2 mars 1848.

Avant de préciser le sens et la portée des dispositions pénales qui, depuis près de cinquante ans, c'est-à-dire depuis le jour où elles ont été édictées, sont demeurées sans application, il est nécessaire de définir tout d'abord les termes employés. Littré définit le marchandage : « L'action d'un ouvrier qui prend du travail à forfait et qui le fait faire par d'autres ouvriers » ; et le tâcheron : « L'homme qui prend de seconde main un travail à faire, et s'en charge ou le répartit entre quelques ouvriers ». Sur la définition du tâcheron, la loi est d'accord avec la grammaire. Ne relèveront donc pas du délit de marchandage les sous-entrepreneurs qui ne seront

pas ouvriers. La profession de marchandeur est libre, par suite ouverte à tous ; seuls, les ouvriers en sont exclus. C'est cette sorte de mise à l'index que nous avons déjà vu si éloquemment flétrie par M. Thiers devant l'Assemblée nationale.

Mais en ce qui concerne le marchandage, au sens des décret et arrêté de mars 1848, nous allons voir qu'il y a des nuances et des différences essentielles à observer.

Dire : « L'exploitation de l'ouvrier, c'est un délit », est synonyme de : « Le marchandage est un délit ». Un pareil système ne tend à rien moins qu'à la suppression radical du marchandage. C'est là d'ailleurs une opinion politique ; reste à en déterminer la valeur au point de vue juridique. Il est un mot dont quatre fois le législateur a usé, et ce n'est certes pas sans raison qu'il a eu recours à cette rédaction tenace. Comment, en effet, supposer que le rédacteur de 1848 ait employé à deux reprises, plusieurs fois même à chaque reprise, une expression dont le sens grammatical n'aurait pas fidèlement traduit sa pensée ! Or, quel est le sens grammatical qu'il convient de donner à ce mot : exploitation ? A défaut du Dictionnaire de l'Académie, Littré encore nous renseigne. Au tome II, page 1571, nous trouvons successivement énoncés cinq sens du mot exploitation : les quatre premiers relatifs au profit tiré des choses, à la chose exploitée, au lieu où on exploite ; le cinquième sens au profit tiré de l'homme. « L'exploitation de l'ouvrier par les entrepreneurs. » Et de même au mot exploiter. — 3^e dans le même sens, mais en mauvaise part, il se dit aussi des personnes : exploiter une dupe : un entrepreneur exploite ses ouvriers. — Ce que le législateur a voulu atteindre, ce qu'il prohibe et punit, ce n'est pas le marchandage, c'est le profit excessif, dolosif pour l'ouvrier. En fait, deux

marchandages coexistent donc : le contrat de sous-entreprise licite, celui qui procure à l'ouvrier un gain rémunérateur, et le contrat délictueux, celui qui se dénonce par un bénéfice abusif, scandaleux, qui trouve sa formule dans la collusion dolosive entre le sous-entrepreneur et l'entrepreneur principal, pour le plus grand dommage de l'ouvrier.

Les enseignements de l'histoire ne peuvent que venir à l'appui de cette interprétation, la seule possible, des décrets. N'avons-nous pas vu, en 1848, le député Guérin, pour protester contre la question Fourneyron, déposer un amendement ainsi libellé : « Il demeure interdit aux entrepreneurs d'employer les sous-traitants. Ils devront traiter directement avec les ouvriers pour l'exécution des travaux, soit à la journée, soit à prix courant. » Qu'eût signifié cet amendement, si le décret du 2 mars eût aboli d'une façon radicale le marchandage même non entaché de dol, de rapacité et de bénéfice scandaleux et excessif ? Il y avait là échec de deux systèmes absolus, abolition complète du marchandage, ou liberté entière de ce contrat au profit de la solution intermédiaire : répression de l'exploitation de l'homme par l'homme, sanctionnée par l'arrêt du 21 mars.

La prohibition absolue du marchandage ne viendrait-elle pas entamer ce dogme, si bruyamment proclamé par la Révolution : la Liberté du Travail. Ce grand principe d'ailleurs ne sera pas le seul violé. Il en serait encore un autre dans lequel on ferait brèche : la liberté des conventions, que proclame l'article 1134. En vain objectera-t-on la raison sociale, la solidarité ouvrière. Grands mots que ne justifient guère le bénéfice maigre et combien aléatoire que la sous-entreprise fait espérer à qui s'en charge.

L'abus seul est donc condamnable. C'est ce que M. l'avo-

cat général Puech a mis en pleine lumière dans les conclusions qu'il a développées devant la Cour : « Faisons
« un pas de plus et, de ces idées générales, passons au
« contrat de louage et au contrat d'intérêt... Nous nous
« rapprochons de l'espèce actuelle.

« L'argent est une marchandise, j'ai le droit d'en tirer
« le prix qu'il me convient, je puis ne pas donner mon
« argent sans imposer des conditions.

« Eh bien ! ces conditions, si je les impose librement,
« loyalement, seront-elles toujours respectées ? S'il y a
« eu consentement libre et si on a su ce qu'on fai-
« sait, serais-je toujours à l'abri de toute critique ? Non
« pas, je ne puis pas dépasser un certain prix, et quand
« la loi trouve que le prêteur a été oppressif, quand elle
« trouve qu'il a excédé ses droits, quand elle trouve qu'il
« a dépassé certaines limites, la loi brise la convention.

« Vous connaissez, Messieurs, la loi de 1807, la loi du
« 19 Septembre 1850 vous est familière et, même aujour-
« d'hui, depuis la loi du 12 Janvier 1886, qui a admis la
« liberté du taux de l'intérêt en matière commerciale,
« nous savons qu'en matière civile il y a un taux qu'on
« ne peut dépasser.

« Si ce taux a été dépassé, qu'arrive-t-il ? Est-ce que le
« prêteur pourra se prévaloir de la convention en vertu
« de l'article 1134 ? Lui suffira-t-il de dire : l'homme avec
« lequel j'ai traité savait ce qu'il faisait, je n'ai agi ni par
« dol, ni par fraude ?... En aucune façon, si la limite est
« au-delà du taux qui ne pouvait être dépassé, vous direz
« au prêteur qu'il a excédé son droit, qu'il a opprimé
« l'emprunteur, et vous briserez la convention.

« Est-ce que l'on s'arrêtera là ? Ne sera-t-il pas pos-
« sible, en dehors du domaine civil et de la sanction qui
« s'attache à la nullité de la convention, d'aller plus loin ?

« Est-ce qu'on ne pourra pas faire intervenir le juge de
« répression ? Je viens de citer les lois de 1807 et de 1850,
« ces lois vous les appliquez encore aujourd'hui quand il
« y a excès, quand il y a usure habituelle. Il y a des
« conditions nécessaires : il faut qu'il y ait habitude, il
« faut la manifestation de la volonté, de l'intention
« délictueuse, un dommage et un préjudice souffert,
« exactement les trois éléments que je relevais tout à
« l'heure dans le délit de marchandage, tel qu'il résulte
« du décret de 1848.

« Vous voyez donc, Messieurs, qu'il y a des exemples
« presque identiques dans lesquels notre loi civile et notre
« loi pénale ont jugé, non seulement possible, mais néces-
« saire d'apporter une restriction au principe général de
« l'article 1134, sans pour cela violer en aucune façon, ni
« la Constitution de 1848, ni la liberté du travail et de
« l'industrie. Le législateur a pensé, et il a sagement fait,
« qu'il y a des limites qu'il ne faut pas dépasser et qu'à
« de certains moments l'excès devient si grand qu'il faut
« qu'une loi intervienne pour protéger les abus et les
« excès. »

Pour M. l'avocat général Puech, comme pour nous, le marchandage n'est supprimé qu'en tant qu'il s'agit d'une convention aboutissant à un profit abusif. Aux nombreux exemples dont s'est étayée sa conclusion, il en est un autre qui, pour n'être pas d'application française, n'en a pas moins son importance dans cet ordre d'idées qui laisse aux tribunaux toute latitude de décider si une convention librement consentie est abusive ou non.

Certains pays, en abolissant la limitation du taux de l'intérêt, ont laissé subsister un délit d'usure pour le cas où il y aurait taux abusif. En Allemagne, ce système a reçu en 1894 une consécration officielle. La loi n'inter-

vient plus : elle laisse aux prêteur et emprunteur le soin de s'entendre. La durée du prêt, les aléas du remboursement, les risques de l'entreprise sont autant de facteurs à intervenir dans la fixation du chiffre. Sous ce régime fait de libéralisme, le taux devient donc extrêmement variable et quelquefois peut monter très haut. Toutefois, comme il n'est pas de liberté qui ne doive être contenue, qui se croira victime d'un dol pourra saisir les tribunaux de ses revendications, et aux juges il appartiendra, en s'éclairant des faits de la cause, de décider s'il y a abus ou non. Et dans le cas de l'affirmative, la loi fait, conséquence qui au premier abord semble contredire le principe de la liberté de l'intérêt, renaître l'ancien délit d'usure et les pénalités qui le sanctionnent.

CHAPITRE IV

De la responsabilité pénale de l'entrepreneur principal

Le sous-entrepreneur est donc punissable, quand, de son chef, le marchandage est devenu dolosif. Passible de peines correctionnelles, il pourra se voir intenter, accessoirement et à la requête des ouvriers lésés, une action civile en dommages-intérêts réparatoires. S'ensuit-il que l'entrepreneur principal soit lié à sa mauvaise fortune et puisse être poursuivi comme pénalement responsable du même délit.

Il est, nous le savons, dans notre législation pénale, trois catégories d'individus qu'un délit expose aux rigueurs de la justice. La présence du tâcheron étant seule constitutive du délit, l'entrepreneur principal ne saurait en être l'auteur. Mais ne pourrait-il pas tout d'abord en être le co-auteur ?

L'affirmative se trouve très nette dans les motifs du jugement rendu par la neuvième Chambre correctionnelle.
« Attendu que s'il est possible de soutenir, en s'attachant
« au premier décret, que la répression ne peut atteindre

« que les sous-entrepreneurs ouvriers, dits marchandeurs,
« sans s'étendre aux entrepreneurs avec lesquels ils ont
« traité, et malgré les actes d'exploitation qui pourraient
« leur être reprochés, les entrepreneurs pourraient encore
« être retenus comme complices des sous-entrepreneurs,
« par application des principes généraux des articles 59
« et 60 du Code pénal. Mais, attendu que sans avoir
« recours à ces articles, l'arrêt du 21 Mars doit être
« entendu dans un sens large et englober tous ceux qui,
« à un titre quelconque, ont fait acte d'exploitation de
« l'ouvrier par voie de marchandage, aussi bien les mar-
« chandeurs que les entrepreneurs (1) ». L'arrêt intervenu
sur l'appel de ce jugement admet cette théorie et base sa
confirmation sur les mêmes considérants (2).

Nous ne saurions nous rallier à une telle interprétation.

Et d'abord, éclairons-nous des textes. Que dit le décret?
« Considérant que l'exploitation des ouvriers par les sous-
« entrepreneurs ouvriers dits marchandeurs ou tâcherons
« est essentiellement injuste, vexatoire et contraire au
« principe de la fraternité ; — Décrète : l'exploitation des
« ouvriers par des sous-entrepreneurs, ou marchandage,
« est abolie ». Formels sont les termes et combien
restrictifs : l'entrepreneur principal ne peut donc être le
co-auteur du délit de marchandage. Cette interprétation
n'a même pas échappé à la neuvième Chambre : elle s'est

(1) 9 Avril 1897. Jugement de la neuvième Chambre correctionnelle du Tribunal de la Seine, Présidence de M. Richard. — *Gazette des Tribunaux*, 10 Avril 1897.

(2) 9 Juillet 1897. Arrêt de la Cour d'appel. — *Gazette des Tribunaux*, 21 Juillet 1897.

4 Février 1898. Chambre criminelle de la Cour de cassation. Arrêt de renvoi devant la Cour d'Orléans. — *Gazette des Tribunaux*, 2 Mars 1898. — *Rec. Gaz. des Tribunaux*, 1^{er} sem. 1^{re} partie, p. 138.

imposée au jugement, comme en fait foi le premier des attendus précités, comme elle s'est également imposée, en appel, à la Cour de Paris, par son appropriation des motifs de la première sentence. Comment se faire concilier texte et solution si contradictoires ! Le second des attendus est là, basé sur l'interprétation de l'arrêté. C'est ici que le tribunal est en défaut, et sur plus d'un point : non seulement il s'abuse sur les termes de l'arrêté, mais il ne tient encore aucun compte des principes généraux de notre droit pénal.

Le Tribunal s'est appuyé sur une différence grammaticale qui, comme le faisait observer le conseiller rapporteur devant la Cour suprême, ne saurait avoir aucune valeur juridique. Cette différence, quelle est-elle ? D'un côté : « L'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs, « ou marchandage, est abolie », dit le décret ; de l'autre : « Toute exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage « sera punie », dit l'arrêté. Simple modification de rédaction.

Ensuite, donner une interprétation extensive aux termes de cet arrêté est en flagrante opposition avec les principes les plus universellement reconnus de la loi et de la jurisprudence. En matière pénale, tout est de droit étroit. Comment un tribunal, au mépris de cette règle absolue, peut-il déclarer que l'arrêté doit être entendu *lato sensu*. Depuis quand une simple mesure complémentaire, la réparation par un arrêté d'un oubli de la loi, va-t-elle modifier la portée de l'œuvre législative ? Pourquoi, à la complicité si facilement reconnaissable, à ses caractères certains et légalement définis, substituer la faute du co-auteur, toujours si délicate à prouver ?

Je ne veux pas suivre le Conseiller rapporteur à travers les diverses hypothèses que font naître dans l'esprit les

conséquences d'une semblable thèse. De cet examen, je ne veux retenir qu'une anomalie possible : elle est singulièrement intéressante, puisqu'elle peut sortir du procès en cours. Une expertise est ordonnée, et il incombe à l'arbitre de déterminer si le tâcheron a été dupé, comme l'ont été les ouvriers, ou si c'est le tâcheron qui a dupé entrepreneurs et ouvriers. Que l'expert parvienne à démontrer la bonne foi du tâcheron : l'acquittement s'impose. Et conséquence de la doctrine du tribunal ; en face d'un délit, que n'a pas commis le tâcheron, va rester, seul, l'entrepreneur principal ! Légalement, sera-t-il punissable ? Non, et pour deux causes. Ce que le Gouvernement provisoire a eu en vue dans son décret, c'est le dol du marchandeur, et l'arrêt n'est intervenu que pour lui adjoindre la sanction qui lui faisait défaut. Enfin, là où il n'y a pas de fait incriminé, il ne saurait y avoir ni co-auteurs, ni complices. En dehors des principes généraux, de telles conséquences sont la meilleure condamnation de l'affirmative et suffisent à absoudre, que dis-je, à dégager l'entrepreneur de cette responsabilité.

De l'interprétation des textes invoqués, de l'application de ces grands principes, qui régissent toute notre loi pénale, s'impose une conclusion absolue en soi : jamais l'entrepreneur principal ne peut être co-auteur du délit de marchandage. Est-ce à dire qu'il soit désormais libéré de toute responsabilité pénale ? Non, l'immunité n'est que partielle et ne saurait le couvrir des risques de la complicité.

Plus fréquente, plus nette de caractère, plus facile à prouver, la complicité va-t-elle se saisir du grand entrepreneur et qui ne peut être co-auteur, encore moins auteur principal, va-t-il pouvoir devenir complice ?

Dès l'abord, n'y a-t-il pas là comme une flagrante contradiction des faits ? Comment condamner comme

complice qui est soi-même entièrement libre de commettre le même fait ? Il semble que le bon sens se refuse à une telle condamnation : qui peut le plus, peut le moins !

Voilà la thèse de la négative : elle séduit par son apparente logique, elle convainc par ses déductions si rationnelles. Pourtant, elle ne saurait résister à une interprétation plus approfondie des textes, à la saine application des principes généraux de notre loi pénale.

Que faut-il pour qu'il y ait délit ? Un fait principal punissable, et de l'existence de ce fait principal punissable s'ensuit celle de la complicité. L'un et l'autre ne forment qu'un tout : leur coexistence constitue cette entité juridique : le délit. Dissocier ces deux éléments serait aller contre la volonté du législateur, serait violer les dispositions si générales et si claires de l'article 59 de notre Code pénal. « Les complices d'un crime ou d'un délit seront punis de la même peine que les auteurs mêmes de ce crime ou de ce délit, sauf le cas où la loi en aurait disposé autrement. » Dans le silence des textes, auteurs et complices suivent donc une commune destinée. La vraie doctrine est que tous relèvent, pour un même délit ou pour un même crime, des mêmes pénalités, et on en entamerait arbitrairement la généralité, si l'on prétendait soustraire le complice à la répression, sous le prétexte qu'auteur principal il ne tomberait pas sous le coup de la loi.

Commettre un acte ou aider à son accomplissement ne sont pas, comme on le pourrait croire au premier abord, choses semblables. Il est un élément qui intervient et les empêche de se confondre ; cet élément n'est autre que celui qui constitue le délit : l'exécution par un tiers. Nous n'avons pas à discuter ici les raisons qui ont pu déterminer le législateur à ne pas tenir chez moi pour délit ce

qui est délit chez un autre. Il est sans doute intervenu des considérations qui, pour être d'espèces, ne doivent aucunement intéresser ces débats de pure doctrine. En vain objecterais-je qu'il m'eût été loisible d'arriver directement à un identique résultat ? Une semblable observation ne ferait que déplacer l'axe de la question. Ce que la loi n'a pas voulu, et c'est ce qu'il nous faut uniquement envisager, c'est qu'un tiers fit ce qu'il m'était permis de faire. Quand, par mon aide, je m'en fais le complice, et que le délit vient à se perpétrer, je suis irrespectueux du vœu de la loi, je vais à l'encontre de ses ordres : mon intervention est coupable. Je tombe sous le coup des pénalités édictées par le Code contre la faute, parce que, de par les principes généraux de notre législation, le sort du complice est intimement lié à celui du délinquant.

Telle est, en thèse générale, sans aucun examen des faits, sans nous arrêter aux exceptions dont peuvent quelquefois bénéficier l'auteur et le complice, la discussion de ce délicat problème. Nous ne sommes arrivés à cette solution que par une continuelle référence à l'esprit de notre loi pénale. De la question, en effet, chez les auteurs : pas un mot ; parmi les monuments si nombreux de notre jurisprudence : pas une espèce. Pour la première fois, le raisonnement va s'identifier à la réalité dans le sujet qui nous intéresse plus particulièrement : la complicité de l'entrepreneur principal. Et de la concrétisation en des faits tangibles de cette thèse quelque peu aride en son abstraction, nous ne pourrions qu'asseoir plus solidement notre conviction première.

La lettre du décret des 2 et 4 Mars 1848 est :
« L'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs
« ou marchandage est abolie. » La suppression du marchandage dolosif, tel est le but du législateur et, pour y

atteindre plus sûrement, il a complété son œuvre, jusqu'alors désarmée de sanction, par un arrêté dans lequel il frappait de peines correctionnelles l'exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage. Il n'a pas cru devoir parler de la complicité ; il a considéré, et à juste titre, que les principes supérieurs de notre droit en la matière se suffisaient à eux-mêmes.

En l'espèce, quel va donc être le fait principal punissable ? L'exploitation par le tâcheron. C'est son fait qui sera constitutif du délit et c'est lui seul qui sera susceptible d'être poursuivi en tant qu'auteur principal. Mais pour que la volonté du législateur de 1848 se réalise, pour que le décret ait son plein et entier effet, il est indispensable que les complices soient aussi recherchés. Autrement, on risquerait de manquer le but visé. Que la répression soit donc complète et nous verrons alors au premier rang des complices l'entrepreneur principal : intérêt personnel, rapports continus avec les marchands, nécessités de l'industrie, tout le porte à devenir le complice le plus fréquent et aussi le plus dangereux du délit de marchandage. Toute immunité à son égard du chef de complicité ne pourrait donc que perpétuer un état de choses qu'en 1848 le Gouvernement provisoire tenait pour désastreux.

Mais alors apparaît l'objection. Comment concilier les deux situations contradictoires que créent à l'entrepreneur principal les décret et arrêté de Mars 1848 ? S'il traite directement avec ses ouvriers, la justice ferme les yeux et se refuse à voir une exploitation ; donc libre à lui de spéculer sur le travail, d'avilir le salaire, de s'enrichir de la misère : il ne relève que de sa conscience. Mais s'il sous-traite une partie de son adjudication et que son tâcheron tire un bénéfice dolosif des ouvriers qu'il a embauchés, il relève cette fois de la police correction-

nelle, sur les bans de laquelle l'arrêté du 21 Mars l'enverra s'asseoir en compagnie de son tâcheron. L'antithèse n'est qu'apparente et l'histoire nous explique qu'il en aille différemment suivant l'un ou l'autre cas.

La Commission du Travail n'a pas cru devoir ou n'a pas osé aller jusqu'à s'en prendre à l'entrepreneur principal. Peut-être l'attaque dépassait ses forces. En tout cas, le Gouvernement provisoire, sous la poussée de l'émeute, devait agir et agir vite. De toutes les revendications ouvrières, il en était une plus particulièrement impérieuse : la suppression du tâcheron. C'était ce dont l'ouvrier croyait avoir le plus à se plaindre. Cette interposition entre le capital dirigeant et lui, lui apparaissait comme une spoliation à son détriment. Le Gouvernement provisoire, sans accepter ces revendications avec leurs conséquences extrêmes, a dû les subir en partie : il est allé au plus pressé, il a considéré l'exploitation par le marchandage comme un délit social et lui a donné une sanction.

Bien que, lorsqu'il s'agisse de ces délits sociaux qu'on pourrait qualifier de contingents ou d'arbitraires, il faille bien se garder d'en élargir les conséquences, s'en tenir au contraire au sens le plus restrictif des textes répressifs, rien ne nous autorise à en écarter la complicité. Les complices du marchandage seront frappés des mêmes amendes ou du même emprisonnement que le marchandeur, et rien, jusqu'à présent du moins, ne permet à l'entrepreneur principal de se dérober à sa part de responsabilité pénale.

Il y a là en quelque sorte, mais inversée, la situation que nous trouvons dans le suicide. L'individu qui procure à une autre personne les moyens de se donner la mort ne peut être puni comme complice d'un suicide, puisque le suicide est impuni. « Le complice, dit la Cour suprême, ne saurait

« être puni, parce que le suicide n'est point inscrit parmi « les délits de la loi pénale ». Dans l'espèce de cet arrêt, le jury avait déclaré une femme coupable d'avoir donné la mort à son mari en lui fournissant volontairement les moyens nécessaires à sa destruction ; conséquemment, la réclamation se réduisait à dire que la femme était, non l'auteur, mais la complice d'un fait que la loi ne punit pas (1).

La nouveauté de la question nous a conduit à un développement que ne comportait guère le cadre de cet essai, et cependant nous croyons encore devoir en rapprocher, je ne dirais pas des cas similaires, il n'en est point, mais certaines espèces qui peuvent au moins offrir quelques points de contact.

De ces cas déjà très rares et très spéciaux, il en est deux plus particulièrement intéressants.

Aux termes de l'article 166 du Code pénal : « Tout « crime commis par un fonctionnaire dans l'exercice de « ses fonctions est une forfaiture ». Il n'y a donc qu'un fonctionnaire qui puisse être auteur principal : une condition matérielle s'impose ; mais le principal accusé peut être assisté de complices et ces derniers ne seront pas nécessairement de ses collègues. L'absence de fonctions publiques n'entrave en rien l'action de la Justice à leur égard, et de ce qu'ils ne revêtent pas la qualité de fonctionnaires, les complices ne sont pas à l'abri de la répression et de la dégradation civique qu'ils encourent.

Même situation dans la nouvelle loi sur l'instruction préalable. L'article 93 du Code d'instruction criminelle, remanié, frappe de la dégradation civique tous les officiers du ministère public ou tous gardiens-chefs qui auraient

(1) Cour de Cassation, 27 Avril 1815. — Sirey, 15, I, 317.

manqué à ses prescriptions (1). Qui peut se rendre coupable d'un tel crime ? Seul un membre du parquet ou un gardien de prison. Sans doute, ce crime se révélera rarement ; sans doute la complicité sera-t-elle encore plus rare ! Mais ne serait-ce qu'exceptionnellement, il se pourrait que dès tiers se trouvassent compromis, et bien qu'ils ne pussent rentrer dans aucune des catégories susmentionnées, ils n'en seraient pas moins complices et comme tels, en vertu de l'article 59, soumis aux mêmes rigueurs.

De ce long exposé, ressort donc la complicité possible

(1) Loi ayant pour objet de modifier certaines règles de l'instruction préalable en matière de crimes et délits (Article 2).

L'article 93 du Code d'instruction criminelle : « Dans le cas de mandat de comparution, il interrogera de suite ; dans le cas de mandat d'amener, dans les vingt-quatre heures au plus tard », est complété ainsi qu'il suit : « de l'entrée de l'inculpé dans la maison d'arrêt ou de dépôt.

« A l'expiration de ce délai, l'inculpé sera conduit d'office et sans aucun nouveau délai, par les soins du gardien-chef, devant le Procureur de la République, qui requerra du juge d'instruction l'interrogatoire immédiat. En cas de refus, d'absence ou d'empêchement dûment constaté du juge d'instruction, l'inculpé sera interrogé sans retard, sur les réquisitions du ministère public, par le président du tribunal ou par le juge qu'il désignera : à défaut de quoi, le Procureur de la République ordonnera la mise en liberté immédiate de l'inculpé.

« Tout inculpé arrêté en vertu d'un mandat d'amener, qui, en violation du paragraphe précédent, aura été maintenu pendant plus de vingt-quatre heures dans la maison de dépôt ou d'arrêt, sans avoir été interrogé par le juge d'instruction ou conduit, comme il vient d'être dit, devant le Procureur de la République, sera considéré comme arbitrairement détenu.

« Tous gardiens-chefs de maison de dépôt ou d'arrêt, tous procureurs qui ne se seront pas conformés aux dispositions du paragraphe 2 précédent, seront poursuivis comme coupables d'attentats à la liberté, et punis, savoir : les procureurs de la République ou autres officiers du ministère public des peines portées en l'article 119 du Code pénal, et les gardiens chefs des peines portées en l'article 120 du même Code, le tout sans préjudice des sanctions édictées par l'article 112 contre le greffier, le juge d'instruction et le Procureur de la République. »

Malgré des arrêts contradictoires sur le sort du complice, on pourrait encore ajouter aux deux exemples précités, le rapt de mineur.

de l'entrepreneur principal. Est-ce sa condamnation sans merci, sans appel ! Loin de nous un pareil arbitraire. La complicité est possible, c'est du moins notre conviction, mais pour qu'elle soit punissable, faut-il encore qu'elle revête des caractères certains et légalement définis. Il nous reste à savoir si la complicité de l'entrepreneur est légale : de la réponse dépend sa condamnation ou sa liberté.

Jusqu'ici, nous avons négligé de définir la complicité : il est de ces mots qui, pour être entendus de tous, n'ont pas besoin d'être traduits ; mais maintenant qu'il nous faut disséquer la complicité et en extraire les éléments constitutifs, une question préalable se pose. Qu'est-ce donc que la complicité ? Une participation accessoire. Cette participation est en elle-même trop grave pour que le législateur ait cru devoir laisser aux juges le soin d'en déterminer les limites. Il a établi une complicité légale et lui a imposé certaines conditions qu'il a précisées dans les articles 59 à 62 du Code pénal. Pour qu'il y ait complicité, dit en substance la loi, il faut une participation consciente à un crime ou à un délit, dans des conditions légalement déterminées. Quatre éléments légaux se trouvent donc être nécessaires :

1° La participation à un fait principal punissable ;

2° La catégorisation de ce fait principal punissable parmi les délits ou les crimes ;

3° Une participation effectuée de la manière définie par la loi ;

4° La conscience et la volonté à cette participation chez le présumé complice.

Aucun doute sur l'existence des deux premières conditions : le marchandage est le fait principal punissable et les peines correctionnelles attachées à sa répression suffisent à le ranger dans la catégorie des délits. Il y a

donc place pour la complicité ; mais pour que cette complicité soit punissable, elle doit nécessairement tomber sous l'application des règles étroites de l'article 60. Sinon, elle ne sera que virtuelle et par suite échappera à toute répression. Le premier paragraphe reste étranger au cas qui nous occupe : « Seront punis comme complices d'une « action qualifiée crime ou délit, ceux qui, par dons, « promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, « machinations ou artifices coupables, auront provoqué à « cette action, ou donné des instructions pour la com- « mettre. » Il en est de même du second : « Ceux qui « auront procuré des armes, des instruments ou tout « autre moyen qui aura servi à l'action, sachant qu'ils « devaient y servir. » On ne peut aller jusqu'à tenir pour faute l'exécution du forfait par l'entrepreneur principal, exécution qui se résume en le paiement du prix convenu. Les conséquences d'une telle opinion ne manqueraient pas d'être curieuses.

Reste donc le troisième et dernier paragraphe : « Ceux « qui auront, avec connaissance, aidé ou assisté l'action ». Il nous faut donc supposer une entente frauduleuse entre l'entrepreneur et son marchandeur. Une telle hypothèse va contre la vérité des faits. En pratique, le marché une fois conclu, l'entrepreneur se désintéresse de la question : travail. Sans doute, il surveillera ; il a intérêt à surveiller la bonne exécution des devis et à ce que l'achèvement se fasse en temps utile. Egalemeut, il fera, à des dates fixées par le contrat, des versements partiels à son marchandeur : c'est là une des conditions du forfait. Mais là se bornera son rôle. Au tâcheron de répartir la besogne, de diriger le chantier, de traiter avec les ouvriers. Ce marché entre les ouvriers et le tâcheron, l'entrepreneur l'ignore, comme les ouvriers ignorent le forfait qui lie le tâcheron qui

les engage à l'entrepreneur principal. Ces conventions, vis à vis l'une de l'autre, sont totalement indépendantes. Les deux extrêmes ne peuvent se connaître : leurs relations se bornent au terme commun : le marchandeur. Si ce dernier est insolvable, il ne saurait y avoir de ce chef contre l'entrepreneur un élément de complicité. Ce risque d'insolvabilité n'est pas seulement encouru par l'ouvrier. N'est-il pas la loi commune de qui traite avec autrui ? C'est une chance de vie, une « conjoncture », diraient les Allemands.

En portant à la connaissance de l'équipe les conditions de son marché, l'industriel sortirait de son rôle ; son intervention porterait préjudice au tâcheron dont elle entraverait la liberté d'action.

Il n'a pas à connaître du sort d'ouvriers qui ne sont pas siens. Le voudrait-il, que souvent il lui serait impossible : les chantiers sont dispersés ou dans une autre ville. Le personnel employé subit de fréquentes modifications. Si enfin, dans sa sous-adjudication, il entendait se réserver le droit d'en faire publier sur le chantier ou afficher dans les ateliers, les conditions, une telle clause ne pourrait qu'entraver la conclusion de son marché.

Donc, en l'espèce, l'entrepreneur n'a pas connaissance du délit commis par son tâcheron, encore moins la volonté d'y participer. L'absence d'éléments pénaux constitutifs de la complicité le relève des poursuites devant la juridiction correctionnelle. Viendra-t-on invoquer son silence, sa coupable négligence ? Il est de doctrine et de jurisprudence constantes qu'un (1) fait négatif ne peut jamais être un élément de complicité. Les faits de complicité qu'énumère

(1) Cour de Cassation : 30 Novembre 1810.

l'article 60 ont pour caractère commun de constituer des faits positifs : ne peut donc être incriminé comme complice d'une infraction, qui s'est abstenu de l'empêcher. Cette règle n'est pas seulement admise dans notre jurisprudence, mais encore dans la plupart des législations modernes. D'après un de nos distingués criminalistes (1), elle entraîne cette double conséquence : « 1° N'est pas punissable la « complicité négative, par réticence, celle qui consiste à « garder le silence sur un délit qu'on sait devoir être « commis par une autre personne, à ne pas le dénoncer « et à le laisser ainsi consommer. Notre Code pénal n'érige « plus ce fait en délit *sui generis*. 2° La complicité négative, par connivence, n'est pas considérée non plus « comme constitutive d'un mode de participation au délit, « qui n'a pas été empêché, alors qu'il pouvait l'être. « Ainsi, celui-là même qui, pour favoriser la perpétration « d'un crime ou d'un délit, ne l'a point prévenu ou ne « l'a pas arrêté dans son exécution, alors qu'il avait le « pouvoir de le faire, son abstention volontaire, fût-elle « concertée ou achetée, est sans doute moralement coupable, mais il ne saurait être déclaré complice d'une « infraction à laquelle il n'a pris aucune part. L'inaction « ou l'abstention de certaines personnes, particulièrement « des fonctionnaires, est quelquefois punie, mais elle l'est « comme un délit *sui generis*. »

Il faut donc dire que le caractère spécial du délit de marchandage ne comporte pas pratiquement de complicité.

Dans le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour de Paris, l'immunité patronale n'a pas été sans être défendue, mais par un moyen, qui pour être spécieux, n'en est pas moins intéressant à connaître. Voici en substance la thèse

(1) Cour de Cassation : 14 Mai 1847.— Ganaud. *Précis de droit criminel*.

du pourvoi. Le délit prévu par les décret et arrêté de Mars 1848 n'est pas un délit ordinaire, mais un délit contraventionnel. L'exploitation de l'ouvrier par le sous-entrepreneur est prohibée, abstraction faite de tout dol et de toute fraude. et il importe peu que le tâcheron soit, ou non, de bonne foi. Or, les principes de la complicité ne sont pas applicables en matière de délits contraventionnels, et le pourvoi cite à l'appui de cette opinion quatre arrêts de la Chambre criminelle. (Cour de cassation, 18 Janvier 1867, bulletin, page 21 ; idem, 3 Avril 1869, bulletin, page 132 ; idem, 7 Avril 1870, bulletin, page 136 ; idem, 11 Février 1876, bulletin, page 87.)

A quels dangers un tel système juridique ne conduit-il pas ! La plus grave de ses conséquences, celle qui de suite apparaît, n'est autre que la suppression même du marchandage. Pour sauver l'entrepreneur, on sacrifie impitoyablement le marchandeur. De la valeur économique du marchandage, il n'est tenu aucun compte, pas plus que de la situation acquise de toute une classe de l'industrie. Il suffit d'une qualification arbitraire, du classement parmi telle ou telle catégorie de délits, pour faire table rase, mieux que n'aurait su le faire le triomphe des revendications socialistes. Heureusement qu'il n'en est point ainsi. Le délit contraventionnel ne comporte pas l'excuse de la bonne foi ! Le pourvoi l'affirme sans le démontrer. Il serait peut-être prétentieux de proposer un critérium qui permit de distinguer avec certitude les délits contraventionnels des délits proprement dits. Mais il est cependant certaines règles générales qui peuvent servir de guide dans cet examen. Nous avons établi d'autre part que le marchandage est un délit ; or, il est de l'essence même d'un délit de comporter l'excuse de la bonne foi, l'intention frauduleuse étant un des éléments légaux de

tout délit ; — sauf une exception qu'il faut justifier. Une exception à cette règle générale trouverait-elle sa justification dans l'espèce que nous considérons ? L'évidente contradiction qui existe entre la définition du délit contraventionnel et celle du marchandage délictueux est la meilleure des réfutations. Le délit dit contraventionnel est celui qui résulte d'un simple acte matériel illicite, quelle que soit, d'ailleurs, l'intention de celui qui commet l'acte. — L'exploitation des ouvriers par les sous-entrepreneurs ouvriers, répond le décret du 2 Mars, si essentiellement injuste, vexatoire. Puis, nous savons déjà que le marchandage est permis ; des termes mêmes du décret, il ne devient délictueux que du moment où se rencontre l'acte dolosif : l'exploitation des ouvriers par le sous-entrepreneur ouvrier. Cette distinction, œuvre des législateur de 1848, consomme la ruine de la thèse soutenue dans le pourvoi (1).

De cette étude sur la responsabilité pénale de l'entre-

(1) Les arrêts de 1867, de 1869 et de 1876 sont intervenus en matière d'infraction aux lois de la presse ; et l'arrêt de 1870 concerne une contravention à l'article 63 de l'ordonnance du 15 Novembre 1846 sur la police des chemins de fer.

A ces arrêts d'espèce intervenus dans des matières spéciales, s'opposent de très nombreuses décisions qui, depuis 1877 jusqu'en 1895, constituent le véritable et dernier état de notre jurisprudence.

1° 20 Janvier 1877 (bulletin, page 51) : « Attendu que les dispositions des « articles 59 et 60 du Code pénal sont générales et s'appliquent à tous les « crimes et délits, à moins que la loi n'ait autrement ordonné, et que la loi « du 3 Mai 1844, pas plus que les lois antérieures sur la chasse, n'a dérogé « aux règles générales sur la complicité » ;

2° 23 Février 1884, pharmacie (bull. 50, p. 86) ;

3° 23 Février 1884, pharmacie (bull. 51, p. 87) ;

4° 28 Février 1885, sociétés (bull. p. 120) ;

5° 21 Mars 1890, élections (bull. p. 98) ;

6° 21 Juin 1895, navigation (bull. p. 305-306).

De cette jurisprudence formelle s'ensuit que les règles générales de la complicité sont applicables au délit contraventionnel.

preneur principal, que conclure, sinon que son immunité est absolue. Et il n'y a là aucune exagération. Nous entendons en effet laisser en dehors de cet essai tous les crimes et délits du droit commun, qui intéressent l'ordre public ; nous voulons parler des poursuites du chef d'escroquerie ou d'abus de confiance qui pourraient être dirigées contre un entrepreneur dans une affaire de marchandage (1.) Outre

(1) Je tiens à signaler une décision qui, pour n'intervenir que sur un appel de simple police, n'en a pas moins son importance.

« Un entrepreneur édifiait une maison. Il avait fait un sous-traité. Un ouvrier de son sous-traitant avait préparé le mortier sur la voie publique, « d'où contravention à l'entrepreneur et condamnation à une peine désagréable, l'emprisonnement.

« Appel fut interjeté, sous prétexte que le mortier avait été fait par un ouvrier du tâcheron.

« Bien que la contravention n'eût certainement pas été commise, le Tribunal a pensé qu'il y avait seulement doute sur ce point ; et bien qu'il estimât que la preuve ne fût pas absolument faite par l'entrepreneur, il l'a acquitté, par application de cette grande règle que le doute doit bénéficier au prévenu. — (Jugement de la onzième chambre correctionnelle en date du 27 Février 1897.) »

De cette décision, je ne veux retenir que deux points : que, lorsqu'on ne peut établir quel est l'ouvrier qui a commis la contravention, l'entrepreneur ne peut être condamné pénalement ; qu'en thèse plus générale, entrepreneurs et tâcherons ne sauraient être confondus et les premiers encourir les mêmes responsabilités que les seconds.

De tout ce qui précède, j'ai tiré cette conclusion : qu'à moins d'être poursuivi pour escroquerie et abus de confiance, l'entrepreneur était déchargé de toute responsabilité pénale.

Cette opinion se trouve confirmée par le *Monde Economique*, avec lequel je suis heureux d'être en parfait accord.

Dans son numéro du 17 Avril, appréciant le jugement de la neuvième Chambre, le *Monde Economique* dit :

« Après de longs considérants qui sont une preuve de la difficulté qu'il y a à vouloir plier la jurisprudence à l'impressionnisme et à ménager la chèvre et le chou, le Tribunal a rendu un jugement d'avant faire droit, dont les termes mêmes décèlent son embarras, en introduisant dans ce débat un nouveau facteur, car si le décret de Mars 1848 est applicable, il l'est sans qu'il y ait lieu de rechercher dans quelles circonstances a été commis le délit auquel l'article 463 du Code pénal ne saurait s'étendre, puisqu'il y a eu mauvaise foi et coup monté par l'entrepreneur, c'est une escroquerie caractérisée. »

que de telles actions sont fort difficiles à intenter, elles sont aussi, et nous sommes heureux de le constater, extrêmement rares ; enfin, les poursuites qu'elles nécessitent doivent s'étayer d'autres éléments, pénaux que ceux soumis à notre examen, et particulièrement des conditions précisées en les articles 405 et 406 du Code pénal. Nous les abandonnons aux criminalistes, sur le domaine desquels nous n'avons déjà que trop fait d'incursions.

CHAPITRE V

De la responsabilité civile de l'Entrepreneur principal

Répression, voilà la sanction de la responsabilité pénale, Réparation, voici celle de la responsabilité civile ; celle-ci est dominée par cette règle de haute morale, que chacun est responsable du dommage causé à autrui par sa faute : celle-là l'était par la nécessité où se trouve la société d'assurer le respect de la loi et de l'ordre public.

Pour être civile, cette nouvelle responsabilité n'en nécessite pas moins l'existence d'un fait principal : seulement point n'est besoin qu'il soit de par des textes législatifs répréhensible ; qu'il porte préjudice à autrui, et se trouve ainsi suffisamment justifiée toute ouverture à des dommages-intérêts.

De quels faits pourraient donc bien s'armer les ouvriers du tâcheron pour mettre en jeu la responsabilité civile de l'entrepreneur principal ? Je n'en connais guère que deux qui méritent de retenir l'attention : l'insolvabilité du marchandeur et l'accident.

La première hypothèse s'est réalisée et s'est traduite par une instance devant le Tribunal de la Seine. Les ouvriers du tâcheron insolvable s'étaient référés à l'article 1797 de notre Code civil. Des termes de cet article : « L'entrepreneur répond du fait des personnes qu'il « emploie » (1), il découle que qui s'est chargé d'un travail à l'entreprise répond du fait des ouvriers qu'il a embauchés pour son exécution. Dans l'esprit de la loi, une telle disposition ne vient que par application du principe général consacré par l'article 1384, qui oblige à réparer le dommage causé du fait de personnes dont on doit répondre. Une telle référence ne peut être invoquée ici : ce serait une interprétation forcée d'étendre cette règle au cas d'insolvabilité du sous-traitant et de l'impossibilité pour lui de payer les ouvriers qu'il a engagés sans le concours de l'entrepreneur.

Il est une règle qui s'impose aux juges comme aux justiciables ; elle domine toute la théorie des obligations : les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes. Le marchandeur a traité avec l'ouvrier pour l'exécution du travail qui fait l'objet du contrat de sous-entreprise. L'entrepreneur n'a pas eu à intervenir et cette abstention, de quelle que nature qu'elle puisse être, le dégage de toute responsabilité. Logiquement, l'entrepreneur principal qui n'a pas traité avec les ouvriers embauchés par le sous-traiter ne peut être tenu personnellement des engagements résultant du contrat de louage de services qui lie ce dernier seul aux ouvriers (2).

(1) Jugement du 20 Avril 1898 (6^e Chambre civile). — *Gazette des Tribunaux*, 6 Mai 1898.

(2) « *La Jurisprudence et la Liberté des Conventions.* »

« La Cour de cassation, dans un arrêt du 27 Avril 1863 (D. 1853 I, « p. 95), décide que la convention par laquelle un maître et un ouvrier

En vain, usant d'une suprême ressource, les demandeurs prétendaient-ils voir une faute chez l'entrepreneur, dans le choix d'un marchandeur n'offrant pas de garanties suffisantes de solvabilité ! L'admission d'un tel moyen eût été en contrariété avec cet autre principe, qu'il faut admettre, lui, avec toutes ses conséquences : la validité des conventions librement consenties. Pour que les demandeurs eussent pu réussir de ce chef, il leur eût fallu faire tout d'abord la preuve d'une entente frauduleuse entre le patron et l'intermédiaire : l'action civile eût alors été intentée accessoirement à une action pénale motivée par l'escroquerie ou l'abus de confiance. En dehors de toute manœuvre dolosive, comment rendre responsable l'entrepreneur ? Jamais, quelle que soit la solvabilité du tâcheron, elle n'ira jusqu'à couvrir entièrement les risques et les frais de la sous-entreprise. Quant à l'adju-

« arrêtent librement et d'un commun accord le montant d'un salaire pour
 « un ouvrage déterminé ne peut être annulée par les tribunaux et notam-
 « ment par un Conseil des prud'hommes, sous prétexte que le salaire convenu
 « ne serait pas la juste rémunération du travail et qu'en cela cette conven-
 « tion blesserait l'ordre public.

« La Cour ; sur la fin de non-recevoir :

« Au fond ; vu l'article 1134, C. Nap. ; attendu que le jugement attaqué
 « a condamné le demandeur à payer au défendeur, pour prix de la façon
 « des deux paletots, un prix supérieur de beaucoup à celui qui avait été
 « formellement convenu, en se fondant sur ce que le prix n'était pas la juste
 « rémunération du travail et que la convention, constante entre les parties,
 « était contraire à l'ordre public : Attendu, en droit, que toute convention
 « légalement formée tient lieu de loi à ceux qui l'ont faite, et que c'est une
 « convention légalement formée que celle par laquelle un maître et un
 « ouvrier arrêtent librement et d'un commun accord, le montant d'un salaire
 « pour un ouvrage déterminé ; Attendu qu'il n'est permis à aucune juridic-
 « tion de méconnaître une convention faite dans de telles conditions, pour
 « substituer un prix, fixé par le juge à celui formellement arrêté par les
 « parties, comme il a été fait par le jugement attaqué ; Qu'une décision
 « aussi arbitraire est non seulement la violation la plus formelle de l'article
 « 1134, C. Nap., mais encore celle de tous les principes de la législation sur

dicataire général, il exécute loyalement son marché, verse entre les mains du tâcheron, aux époques fixées, les sommes convenues. Cet argent, le tâcheron l'affecte à tout autre chose qu'au paiement des salaires dûs à ses ouvriers ; au règlement de dettes anciennes, ou même le gaspille. Que peut faire l'entrepreneur ? rien. Que peuvent lui demander les ouvriers ? rien : il n'est pas connu d'eux.

Mais quelle est alors la situation respective des intéressés ? L'entrepreneur général, lorsqu'il y a sous-traitant, est au regard de celui-ci et de ceux qu'il emploie le maître de l'affaire. C'est lui qui a mis en œuvre le sous-entrepreneur. C'est pour lui que les travaux ont été exécutés. Tout concourt à le faire assimiler au propriétaire de l'ou-

« la liberté du commerce et de l'industrie ; Et, sans qu'il soit besoin de
« statuer sur le moyen tiré de l'excès de pouvoir ; casse.

« 20 Nov. 1852, Chambre civile.

« Les mêmes principes sont consacrés par un arrêt de la même Chambre
« du 12 Décembre 1853. (D. 1854, I. 20.)

« Attendu que conformément à l'article 1134, les conventions légalement
« formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites ; et que lorsqu'un
« salaire ou prix de façon a été d'avance arrêté d'un commun accord, entre
« un ouvrier et celui qui l'emploie, il n'est pas permis au juge de substituer
« sa propre appréciation à celle qui a été fixée par contrat entre les parties ;

« Attendu que se fonder uniquement sur la quotité d'un salaire pour
« déclarer frauduleusement et contraire à l'ordre public la convention qui l'a
« déterminée, alors qu'aucun fait spécial de fraude n'est constaté, c'est violer
« la liberté des conventions et de l'industrie et exposer le règlement du prix de
« travail à des rétractations et incertitudes aussi périlleuses pour les ouvriers
« que pour les maîtres ;

« Attendu qu'il a été reconnu en fait par le jugement attaqué que le prix
« de 5 fr. 50 avait été fixé entre les parties pour la façon de chaque paletot
« confié à Picot et que néanmoins ledit jugement a élevé ce prix à la somme
« de 10 fr. par paletot ; que pour déclarer frauduleuse, dénuée de libre
« consentement et contraire à l'ordre public, la convention qu'il renversait,
« il s'est uniquement appuyé sur son bas prix, sans constater aucun fait
« spécial de fraude ;

« Qu'en statuant ainsi, le Conseil des prud'hommes a formellement violé
« la loi poécitée ;

« Casse. »

vrage. Par suite, il ne peut être tenu à l'égard du sous-traitant que jusqu'à concurrence de sa dette envers ce dernier au moment où l'action des ouvriers est intentée.

Voilà l'entrepreneur devenu le maître de l'affaire ; un texte s'offre aux ouvriers : l'article 1798. « Les maçons, « charpentiers et autres ouvriers qui ont été employés à la « construction d'un bâtiment ou d'autres ouvrages faits à « l'entreprise, n'ont d'action contre celui pour lequel les « ouvrages ont été faits que jusqu'à concurrence de ce dont « il se trouve débiteur envers l'entrepreneur, au moment « où leur action est intentée. » Cet article appelle un commentaire. S'il s'était borné à vouloir dire que les ouvriers employés par l'entrepreneur, et par suite créanciers de celui-ci pour le montant de leurs salaires, pouvaient agir du chef de l'entrepreneur contre le maître dans la mesure de ce que ce dernier doit au premier, il n'aurait fait que consacrer l'application pure et simple du principe général formulé par l'article 1166. Une telle disposition eût été inutile. Aussi admet-on généralement, et nombreux sont les arrêts en ce sens, que cet article accorde aux ouvriers employés par l'entrepreneur une action directe, limitée à ce que celui-ci doit à l'entrepreneur. Sans doute, c'est une dérogation aux principes ; sans doute, les ouvriers ne peuvent être créanciers d'un maître avec lequel ils n'ont pas traité et qu'en bonne logique ils ne devraient pouvoir actionner directement. Mais il faut voir en cet article 1798 une disposition toute de bienveillance et de bienfaisance pour l'ouvrier. Il arrive en effet que, quand les ouvriers songent à agir contre le maître, l'entrepreneur est presque toujours en faillite ou en déconfiture. Si, en pareil cas, les ouvriers en étaient réduits à l'action indirecte de l'article 1166, le profit exclusif de cette action leur échapperait. Il leur faudrait subir le concours des autres créanciers et, venant au prorata

de leurs créances, ils risqueraient de n'obtenir le plus souvent qu'un faible dividende. La loi a voulu prévenir une telle injustice. Elle a considéré que la créance de l'entrepreneur n'était, et à juste titre, que la contre-valeur du travail des ouvriers.

L'application de cette doctrine ne va pas toujours toute seule. Elle soulève des difficultés qui sont bien près d'être insolubles. L'entrepreneur est en déconfiture ; deux actions concourantes s'engagent : l'une, l'action directe de l'article 1798, à la requête des ouvriers ; l'autre, l'action indirecte de l'article 1166, intentée par tous les créanciers. Le propriétaire ne peut être obligé de payer deux fois : c'est bien évident. Mais alors, comment régler les droits respectifs des intéressés ? La loi a été imprévoyante ; elle a laissé incomplète son œuvre de charité. Elle voulait venir au secours des ouvriers, que ne leur a-t-elle accordé un privilège sur la créance de l'entrepreneur contre le propriétaire ?

La charité toutefois a ses limites. S'il est humain, d'aucuns diront juste, de rendre à l'ouvrier plus facile le chemin de la vie, il est cependant des risques dont nul ne saurait entièrement s'affranchir. Ils sont la loi commune et comme tels s'imposent à tous. Dans n'importe quelle profession, commerciale, industrielle ou libérale, la rémunération n'est pas sans être frappée d'aléa. L'insolvabilité en est l'épée de Damoclès : elle menace quiconque a traité avec autrui.

En regard de la situation faite à l'ouvrier, mettons celle du marchandeur. La Cour de cassation a eu à rechercher si l'action directe de l'article 1798 devait être accordée au sous-entrepreneur, et la Cour a distingué entre le sous-entrepreneur-tâcheron ouvrier et le sous-entrepreneur-tâcheron spéculateur disposant de gros capi-

taux : elle a réservé ses faveurs au premier. Les Cours d'appel ont même été plus loin : selon leur jurisprudence, l'action de l'article 1798 n'appartient pas au sous-entrepreneur qui, dans une vue de spéculation, s'est chargé d'exécuter pour un prix fixe une partie des travaux à faire. Les magistrats n'ont pas cru devoir étendre une mesure purement charitable et de caractère exceptionnel (1).

Incidemment, dans l'exploit introductif d'instance, les demandeurs avaient glissé un moyen sur l'excellence duquel ils ne s'illusionnaient guère. Il consistait à supprimer purement et simplement le tâcheron. Il n'y avait plus qu'un chef de chantier, salarié de l'entrepreneur principal. Ce dernier était, conséquence légale, responsable de son préposé. Les ouvriers invoquaient à l'appui de ce système l'ignorance où ils étaient de la sous-adjudication, et leur conviction d'être à la solde de l'entrepreneur. Le Tribunal a fait bonne justice de ces prétentions et a déclaré que jamais sous-traitant ne pourrait être considéré comme le préposé de l'entrepreneur (2).

(1) Cour de cassation, 27 avril 1863. — Cour de cassation, 12 février 1886. — Cour de Montpellier, 9 avril 1849. — Cour de Besançon, 16 juin 1863. — Cour de Lyon, 18 décembre 1878. — (*Sirey*, 81, II, 59. — *Dalloz*, 79, II, 113.)

(2) Bien que ce ne fut qu'à titre incident que le risque professionnel put intervenir dans la question du marchandage, le système actuellement proposé n'en mérite pas moins d'être analysé.

Sur un point essentiel, il renverse une doctrine fort ancienne, transmise par le droit romain. D'après l'article 1382 du Code civil, la partie lésée ne peut obtenir en justice la réparation du dommage qu'autant qu'elle démontre la faute. La faute est la condition même de la responsabilité. Pas de faute établie à l'encontre du défendeur, pas d'action.

Au contraire, d'après le projet devenu récemment loi, l'accident donne

Plus grave que l'insolvabilité, plus fréquent aussi, l'accident menace l'ouvrier. Ce n'est plus avec le salaire perdu, quelques francs durement gagnés, il est vrai, et combien désirés ! la gêne momentanée au foyer domestique ; c'est, avec l'accident qui vient enlever à la famille pour longtemps, quelquefois pour toujours, son chef, la misère dans le malheur. Navrantes situations, bien faites pour émouvoir l'humaine pitié. Elles n'ont pas laissé insensible le législateur : il a secondé la charité de son autorité et de ses efforts.

Cependant, il est, dans l'échelle des accidents, certains degrés : des distinctions s'imposent. Qu'avec le développement de l'industrie, les accidents se soient multipliés : c'est bien évident. D'ailleurs, les statistiques sont là, qui en font foi. L'emploi des moteurs, le perfectionnement des engins mécaniques et surtout l'agglomération inévitable d'ouvriers, comme nous le voyons dans le bâtiment, sont responsables de la plupart des malheurs qui se produisent sur les chantiers ou à l'atelier. Toutefois, une idée s'est propagée, trop absolue en soi. Certains théoriciens, en effet, qui ne veulent voir la cause de ces accidents que dans la transformation du travail par les machines, en concluent que l'industrie, c'est-à-dire le patron, doit seule en supporter les charges. Il est nécessaire de déterminer la nature de la faute ; il en est de lourdes, de légères au compte de l'ouvrier ou du patron. Il s'établit là comme une responsabilité collective, et la participation des partis

par lui-même droit à la réparation du dommage : il vaut titre. Au chef de l'industrie incombe la responsabilité.

Et c'est pour justifier cette innovation que l'on a invoqué, en lui donnant une signification particulière, la théorie du risque professionnel que nous avons exposée.

contractants est juste et équitable. Quant à la participation, c'est la situation de fait qui, seule, permettra d'en déterminer la proportionnalité.

La doctrine qui met l'accident au compte de l'industrie a fait aujourd'hui son chemin : le risque professionnel domine la législation sur la matière.

Loin de nous la pensée de nous étendre sur cette législation. Elle est en effet l'un des plus gros morceaux du nouveau Code du travail, et son élaboration a provoqué un tournoi dans le champ clos duquel sont tour à tour entrés les syndicats industriels, les compagnies d'assurances, les polémistes et enfin les membres de notre représentation nationale. Je n'en veux retenir qu'une omission : la situation créée à l'entrepreneur et à l'ouvrier par l'interposition du marchandeur.

Sur un chantier survient un accident. L'industrie, c'est chose jugée, est la grande coupable. Malheureusement, prise en elle-même, elle n'est qu'une abstraction et il lui faut, pour répondre aux exigences de la vie, se réaliser en une personnalité : individu ou société. Or la victime est un ouvrier du tâcheron. Qui, du tâcheron ou de l'entrepreneur principal, va être rendu civilement responsable du malheureux événement ? Tous deux, bien qu'à des degrés divers, personnifient l'industrie. M'est avis qu'il n'y a point là place à une théorie absolue. Il se présente des espèces, variables par leurs caractères, nées de circonstances bien différentes quelquefois. Ces espèces, c'est aux juges du fait qu'il appartient de les trancher, en s'inspirant du sens de la loi.

Ainsi, en bonne justice, l'ouvrier ne saurait se dérober aux conséquences de sa faute lourde. De tout son poids, elle doit peser sur lui. Il a négligé de se conformer aux règles de la prudence la plus élémentaire ; il n'a tenu

aucun compte des prescriptions affichées sur le chantier ou bien, saisi du vertige de l'alcoolisme, le plus dangereux ennemi de la classe ouvrière, il s'est abattu dans le vide du haut de son échafaudage. D'un tel accident, l'ouvrier peut seul en être responsable, il a été l'artisan de son propre malheur, et si des secours viennent soulager son infortune, ce ne sera pas au nom de la justice, mais en celui de la solidarité humaine, de la charité. Envisageant une telle conséquence, M. Bøedeker s'écriait au Congrès de Milan (1). « J'affirme que ce n'est pas seulement sage et « politique, c'est également chrétien, c'est équitable et juste « de ne pas laisser sans indemnité les ouvriers coupables de « faute grave et de ne pas risquer d'abandonner à la misère, « eux et leur famille. » Ces éloquents paroles sont empreintes de la plus pure philanthropie, mais prises à la lettre, elles risqueraient de tuer chez l'homme le sentiment de sa responsabilité.

Il peut également se faire que l'accident soit reprochable au tâcheron : il a mal pris ses dispositions ; il a négligé certaines précautions. Il est responsable, mais l'entrepreneur sera-t-il tenu de couvrir d'une solvabilité plus large celle de son sous-traitant ? Je ne le crois pas. Le chantier est le domaine propre du tâcheron ; les ouvriers sont ses hommes. L'entrepreneur n'est lié par aucune solidarité.

Si pourtant il se produisait un de ces accidents, ils sont les plus nombreux, dont les causes ne puissent être relevées à la charge ni de l'ouvrier, ni du marchandeur, un de ces accidents, cas majeurs, cas fortuits, véritablement industriels, qui sont en quelque sorte comme la contrepartie des bienfaits du progrès, il devrait relever de la

(1) Congrès de Milan, 1894, sur les accidents du travail, tenu du 3 au 6 Octobre. — M. Bøedeker, directeur impérial de l'*Office des Assurances*.

grande entreprise. Au patron capitaliste, en tant que représentant de l'industrie, d'indemniser cette victime du travail, de réparer, dans la limite du possible, le préjudice. A lui de se prémunir contre cette éventualité fâcheuse : les assurances sont là qui lui en offrent tous les moyens.

CHAPITRE VI

Droit comparé

Nombreuses sont les nations qui se partagent l'Europe, et pourtant de quelque législation que nous puissions nous occuper, du marchandage, aucune trace. La question serait donc spéciale à la France, et un tel fait pourrait nous étonner si l'Histoire n'était là, qui nous fournisse la cause de cette anomalie.

Préjuger de la marche des événements serait présomptueux et, dans cet essai, déplacé. Il n'en reste pas moins que l'avenir est gros de réformes. Quelles seront-elles ? Il est un mouvement socialiste, qui se dessine nettement, qui tend à s'universaliser. Sa marche toutefois n'a pas été régulière, contenu qu'a été le mouvement, suivant les latitudes, par le pouvoir, la religion et les habitudes sociales. A l'heure actuelle, malgré un lien certain, son aspect diffère avec les milieux. En Angleterre, les revendications sociales n'interviennent qu'accessoirement à la question ouvrière. Le socialisme allemand, malgré sa trinité d'apôtres, Bebel, Singer et Liebknecht, n'en est encore qu'au socialisme d'Etat. L'Amérique du Nord, cette

vraie terre de la liberté, se repose sur l'initiative individuelle du soin d'édifier son empire. C'est donc en France, en dehors des grotesques tentatives auxquelles, sous la Révolution, se sont livrées Babeuf et ses disciples (1), que pour la première fois, sous le Gouvernement provisoire de 1848, se réalisa une tentative de réforme socialiste. Essai aussi malencontreux que prématuré ! duquel il n'est rien resté qu'un texte, les décret et arrêté de Mars sur le marchandage : unique débris d'une législation qui devait assurer le bonheur par l'égalité. Les autres Etats n'ont donc pas eu, jusqu'à présent, à s'occuper du marchandage : les conventions sont restées libres et avec elles les sous-entreprises. Mais de ce qu'elles sont acceptées, il n'en faudrait pas conclure qu'elles ne soient jamais discutées.

En Angleterre, le pays industriel par excellence, les revendications devaient se faire plus pressantes que partout ailleurs. Seulement, détournées de la politique militante par quelques essais infructueux, elles se sont cantonnées sur le terrain du travail. Elles sont au programme des Trades-Unions. Ces puissantes Unions n'ont pas encore réussi à entamer la législation civile. Quand, en 1867, elles présentèrent tout un plan de réformes, avec, parmi elles, la suppression du marchandage, elles échouèrent. Aussi, malgré leur remarquable organisation, en dépit du contrat collectif, leur arme de combat, subissent-elles encore le marchandage. Il existe dans l'indus-

(1) Après avoir prêché la doctrine de la Communauté des biens et la nécessité d'une loi agraire, il voulut s'emparer du pouvoir. Il échoua : arrêté le 23 floréal an IV, sur les ordres du Directoire, il fut condamné à mort et se poignarda.

trie du bâtiment, dans les mines et il est plus particulièrement florissant dans l'industrie navale (1).

C'est certainement dans le bâtiment, plus que dans toute autre branche de l'industrie, que se fait sentir la nécessité du marchandage. Tant que les travaux étaient demeurés peu considérables, les entrepreneurs n'avaient pas à les fractionner. Le maçon passait un forfait avec un architecte, qui lui procurait de petites entreprises et lui assurait les avances nécessaires. Le fait se présente encore de nos jours. Il ne manque pas d'offrir à l'architecte d'assez sérieux avantages pour que celui-ci recherche la combinaison. Grâce à elle, on voit des maçons de briques prendre une entreprise sans posséder, à proprement parler, de capital : « Je m'établirais demain, disait l'un d'eux, si je trouvais seulement un architecte pour m'appuyer (to backme). » Mais dans ce siècle-ci ont surgi d'autres patrons, infiniment plus puissants : les grands masters-builders. Ils sont nés d'un mouvement commercial intense, sur-excité par la subite transformation des moyens de transport, de l'augmentation de certaines villes dans des proportions formidables, du développement des travaux publics. Leur organisation commerciale supérieure, la centralisation des services sont destructives de toute

(1) Ces quelques détails sur l'organisation anglaise du travail sont empruntés à l'excellente étude de M. Paul de Rousiers, sur le Trade-Unionisme en Angleterre.

M. de Rousiers visitait un chantier en compagnie du secrétaire de l'Union. Celui-ci menaça un ouvrier en retard pour le paiement de ses cotisations. « J'avais le cœur serré, et le désir de l'information ne me « faisait pas accepter la calme dureté de la scène. Heureusement, le patron « survint, un petit entrepreneur qui avait sous-traité le travail de plâtrier « pour deux ou trois maisons, et qui mettait personnellement la main à la « besogne. Il tira de sa poche cinq schellings et les remit au plâtrier en « avance sur son salaire, et celui-ci, les ayant donnés à M. D.... en acompte « sur ses cotisations en retard, put continuer son ouvrage. »

concurrence, et de plus en plus les masters-builders accaparent le marché. Qu'advient-il des petits patrons plâtriers, charpentiers, maçons ? Ils deviennent les sous-traitants des grands masters-builders.

Dans les mines, il est bien difficile aux concessionnaires d'exercer une surveillance utile dans les puits. Ils ont dû avoir recours à la division du travail : ils ont fractionné les charbonnages en un certain nombre d'équipes à la tête de chacune desquelles ils ont mis un tâcheron. Sous les ordres de ce tâcheron, qui travaille avec eux tout en les surveillant et stimulant, se trouvent dix, douze, quinze mineurs. Toutefois, à ce système de marchandage, tend à se substituer le régime du *pièce-work*. Comme les ouvriers sont payés à la tâche, ils ont droit à une certaine somme par wagonnet de houille abattue : il faut donc que les comptes soient tenus très exactement. C'est l'affaire du *weighman*. A côté du *weighman*, et pour le contrôler, les ouvriers délèguent et payent de leurs deniers un des leurs, qui fait exactement ce que fait le premier. Les deux comptes doivent concorder. Ce second ouvrier est le *cheikweighman*. On comprend que ce soit là un poste de confiance. Le salaire des ouvriers dépend de la conscience et de la vigilance de celui qui le remplit.

Quant au marchandage dans l'industrie navale, il s'est élevé à la hauteur d'une véritable institution. Les marchands ont créé une union, celle des « *boilermakers and shipbuilders*. » Et chose curieuse, sans précédent, croyons-nous, cette union est devenue véritablement l'associée des patrons. Il n'est pas rare de voir les diverses branches placer leurs fonds dans des établissements industriels. L'union n'a pas hésité à devenir actionnaire dans divers grands chantiers de constructions navales : elle

a engagé notamment 200,000 francs dans la maison Armstrong.

Pour se rendre un compte exact du fonctionnement de ce genre de marchandage, il est nécessaire de connaître tout d'abord la nature du contrat de travail de l'ouvrier shipbuilder. C'est sous le régime du pièce-work, autrement dit du travail aux pièces, qu'il se trouve. Il intervient donc un contrat forfaitaire basé sur la nature et l'importance de l'ouvrage à exécuter. Les shipbuilders sont « des contracteurs » et on peut les opposer aux ouvriers payés d'après un taux de salaire fixe, tarifé à l'heure ou à la semaine.

Le régime du pièce-work n'a pas été sans soulever bien des critiques. Tour à tour il a été sollicité et combattu par les ouvriers anglais. Les unions mêmes ne sont pas d'accord ; toutefois la plupart le jugent préjudiciable à l'ouvrier et s'efforcent d'en obtenir la disparition. Or, dans l'industrie navale, le pièce-work n'a jamais soulevé d'objections. On va même jusqu'à le considérer comme le seul mode de travail qui satisfasse à la fois et patrons et ouvriers.

L'industrie navale n'est pas sans analogie avec les mines. Pas plus que dans les puits, la surveillance n'est possible dans la cale d'un navire. Dans ces conditions payer un ouvrier à l'heure ou à la journée c'est, de la part du patron, s'exposer à jouer un métier de dupe. Pourquoi ne l'intéresserait-il pas à travailler vite et bien ? Voilà la saison d'être du pièce-work dans l'industrie navale. Il en est encore une autre, plus spéciale. Je veux parler de l'irrégularité du travail. La production des chantiers est instable : elle subit de brusques et rapides fluctuations. Il n'y a pas de marché, ou ne construit que sur commande et les commandes relèvent d'une multitude de causes. L'ouvrier doit se mettre en garde contre les

crises : à lui par un surcroît de travail d'amasser de gros bénéfices qui lui permettront de traverser les périodes de chômage. L'irrégularité tient encore à ce que le travail se fait généralement en plein air. Les jours de pluie et de mauvais temps sont jours d'inaction. La situation du shipbuilder est donc particulière et il lui faut pourvoir à ces nombreuses interruptions du métier.

Le marchandeur ne peut exécuter seul la besogne sous-traitée, il lui faut embaucher des auxiliaires. Le soin de choisir et de rémunérer ses helpers lui incombe. En Irlande, à Belfast, en Ecosse, sur les chantiers de la Clyde, à Greenock, à Glasgow, il en est ainsi. Comment sont rémunérés les helpers ? Ils sont rétribués à l'heure, sur le pièce-money (prix du contrat). Naturellement, les prix sont débattus de part et d'autre.

Avec l'esprit anglais, qu'est-il arrivé ? Pour lutter contre les shipbuilders, les helpers à leur tour ont fondé des unions à caractère purement professionnel. La principale est celle des « Amalgamated shipyards helpers Association », formée dans ces dernières années par différentes sociétés locales ; elle comprend environ dix-huit cents membres.

Chose curieuse, ces nouvelles unions ne s'adressent jamais aux grands entrepreneurs ou aux sociétés de construction. Elles traitent avec les shipbuilders. Aussi leurs relations manquent-elles souvent de cordialité. Les helpers sont mal considérés. L'ouvrier devenu tâcheron, afin de se faire pardonner son origine, se montre impitoyable vis-à-vis de ses anciens camarades. Dans la crainte d'une concurrence professionnelle, et pour conserver le monopole de leur métier, les shipbuilders ferment rigoureusement l'entrée de leurs unions à tout helper. Aussi, les rapports entre employeurs et employés sont-ils

toujours assez tendus et quelquefois aboutissent-ils à la grève.

Bien qu'ils expriment le désir d'être directement embauchés et payés par les patrons, sans l'intermédiaire d'un sous-contracteur, les ouvriers ne se montrent pas pressants dans leurs revendications. C'est bien plutôt une amélioration dans leur sort que la suppression du marchandage qu'ils recherchent.

Le marchandage n'est donc pas encore près de disparaître de la terre anglaise. Il répond à trop de nécessités, industrielles et sociales, pour que dans notre société actuelle on puisse le répudier impunément.

CHAPITRE VII

Le Marchandage et les différentes réformes proposées

Il s'est fait, dans ces derniers temps, beaucoup de bruit autour de la question du marchandage. Procès devant les tribunaux. Il n'en est pas un qui depuis le Conseil des prud'hommes jusqu'à la Chambre criminelle de la Cour suprême n'ait été appelé à se prononcer (1). Il est même certain procès qui à lui seul a épuisé toutes les juridiction : encore la série n'est-elle pas close ! Sur ces débats judiciaires sont venues se greffer des circulaires ministérielles, des protestations de la part des Chambres syndicales, enfin des interpellations tant devant la Chambre

(1) Affaire Loup, Martin et consorts.

Sentence du Conseil des prud'hommes de la Seine, 14 Octobre 1896.

Jugement du Tribunal de commerce, fin 1896.

Jugement du Tribunal correctionnel (neuvième Chambre), 9 Avril 1897.

Arrêt de la Cour de Paris, 9 Juillet 1897.

Arrêt de la Cour de cassation (Chambre criminelle), 4 Février 1898, ordonnant le renvoi devant la Cour d'Orléans.

Plaidoiries devant la Cour d'Orléans annoncées pour le 28 Juin. Nous attendons l'arrêt.

des députés qu'au Sénat (1). Même, durant la dernière et récente période électorale, le marchandage a eu les honneurs de l'affichage. J'ai encore devant les yeux les immenses placards rouges sur lesquels un de mes éminents confrères rappelait aux électeurs de mon quartier les services par lui rendus à la cause ouvrière et notamment l'assaut par lui donné au marchandage. Heureux marchandage : rien ne lui a manqué qu'une proposition de loi ! (2)

La suppression radicale du marchandage est à l'ordre du jour dans le parti socialiste. Peut-être estime-t-il que du vieil édifice ce serait autant de jeté à bas. Qu'un tel vœu entre dans le domaine des faits accomplis, que les marchandeurs exécrés, jusqu'au dernier, vident les chan-

(1) Vœu du Congrès des Chambres syndicales de France, Protestation du Groupe des Chambres syndicales de l'Industrie et du Bâtiment de la Ville de Paris et du département de la Seine contre l'arrêté de M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie du 25 Septembre 1896, relatif aux charges et conditions générales des travaux de l'Exposition universelle de 1900. Interpellation Trarieux au Sénat, 12 Mars 1889. Interpellation Renou à la Chambre des Députés, les 10 Avril et 22 Mai 1897.

(2) Je dois faire amende honorable à l'ancienne législature, car, sur le bureau de la Chambre, fut déposée le 8 Mars 1894, par M. Paschal Grousset, député de Paris, une proposition de loi pour l'abolition du marchandage et l'exploitation des ouvriers.

Exposé des motifs :

« Messieurs, un décret du Gouvernement provisoire, daté du 21 Mars 1848, avait aboli le marchandage, c'est-à-dire l'exploitation des travailleurs « manuels à la tâche ou à la journée, par des sous-entrepreneurs qui « traitent à forfait et imposent ensuite aux ouvriers des salaires réduits.

« Ce décret mérite à tous égards de prendre force de loi.

Proposition de loi :

« Article premier. — Le marchandage est un délit. Toute exploitation de « l'ouvrier par voie de marchandage sera punie d'une amende de 100 à 200 « francs pour la première fois ; de 200 à 500 en cas de récidive, et s'il y a « double récidive, d'un emprisonnement de 3 à 8 mois. (*Journ. Off.*, Doc. « Parl. 1894, p. 353.) »

Il est vrai que jamais plus elle ne vit le jour, triste sort qu'elle partage d'ailleurs avec beaucoup d'autres. En-deçà comme au-delà de la grille du Palais-Bourbon, il n'en fut plus question : d'où notre ignorance.

tiers, les mêmes nécessités n'en subsisteront pas moins dans l'organisation de l'industrie. Quel que soit le régime de travail en vigueur, toujours s'imposeront la surveillance et la répartition des tâches. Inéluctable est la loi de la division du travail. Sans elle, avec un personnel sans hiérarchie, sans discipline, libéré de toute responsabilité, que deviendront les grandes entreprises, ces précieux agents du progrès ?

J'entends la réponse : et la coopération. Bien que née d'hier, ne nous a-t-elle déjà pas donné des preuves de sa toute puissance ? N'est-ce pas à la société anonyme, cette coopération de l'argent, que nous devons l'essor du commerce, le développement de l'industrie ? Dans un cercle plus restreint n'a-t-elle déjà pas fourni, dans certains milieux, à l'ouvrier la vie à bon marché ? Pourquoi la bannir du monde du travail ? Certes, ce serait de notre part nous refuser à l'évidence que nier les bienfaits des coopératives. Nous sommes même convaincus qu'elle n'a pas encore parcouru sa route et qu'à la coopération appartient l'avenir. Mais nous croyons aussi qu'il est des événements qu'il ne faut pas brusquer, que les réformes sociales ne sont pas l'œuvre d'un jour, ni d'un régime. Des transitions lentes et progressives s'imposent pour que l'individu se fasse au nouvel état de choses, qu'il ne soit pas trop meurtri de sa rupture avec le passé, que, surpris, mal préparé, il ne s'effraye pas du nouveau. Sans doute, le contrat collectif, qui est le dernier mot de la coopération sur le marché du travail, existe en Angleterre. Il est l'arme, souvent lourde et combien difficile à manier, avec laquelle les Trades-Unions anglaises prétendent vaincre les exigences patronales. Mais il ne faut pas oublier quelle différence profonde sépare l'ouvrier anglais de l'ouvrier français. Celui-là froid et discipliné, doué du sens pratique

de la vie ; celui-ci indépendant de caractère, frondeur, et jaloux de sa liberté. Le Français sent qu'il n'est quelqu'un que par elle ; il se défie de la coopération ; il craint de n'être, du jour où il se sera enrôlé dans l'armée du travail, qu'une unité, un soldat dans le rang, respectueux des décisions d'une majorité, soumis à la dure loi de la discipline. Il craint qu'au nom de la liberté, on ne l'entrave d'une chaîne de plus.

Le vieil individualisme qui sommeille dans le cœur de tout ouvrier n'a pas encore abdiqué et la coopération ouvrière ne voit pas encore, dans les brumes de l'avenir, poindre le jour de sa réalisation. Il ne suffit pas de traiter les questions par le sentiment, force est de les concilier avec les réalités de la vie. Supposons, et ce n'est pas une vaine hypothèse, que quelques charpentiers ou maçons s'unissent pour supplanter le marchandeur et s'adjugent une sous-entreprise. N'est-ce pas le meilleur moyen de détruire le marchandage, et une telle organisation ne serait-elle pas de nature à donner à tous satisfaction ? Sans doute ; « mais de la coupe aux lèvres, il y a place pour un malheur, » a dit le poète. Si le tâcheron peut espérer quelque bénéfice de sa direction, cette rémunération n'en est pas moins aléatoire : il est responsable de la bonne exécution du marché ; il est comptable au regard de l'entrepreneur principal des retards et des malfaçons. Il se peut que sa sous-adjudication se solde par un gros déficit, une perte sèche. Dans notre hypothèse, plus de marchandeur : la responsabilité n'en subsiste pas moins. Les ouvriers vont assumer cette responsabilité pécuniaire ; c'est contre eux que le patron, lésé, se retournera ; c'est à eux que par la voie de l'assignation il demandera compte du temps perdu et de la mauvaise besogne. Ils seront condamnés. Mais n'est-il pas à craindre pour l'entrepreneur

qu'il n'y ait là qu'une sanction virtuelle, d'effet plutôt négatif ! Leur solvabilité : nulle. Logés en garni, souvent célibataires, quelquefois trop chargés de famille, ils n'auront, et encore ! comme toute propriété que leurs outils, insaisissables de par la loi. Et il ne restera à l'entrepreneur qu'à classer le précieux jugement parmi sa collection d'autographes, bien fou s'il voulait en poursuivre l'exécution, pour en payer les frais !

Le marchandage ne pouvait manquer d'attirer l'attention de certains réformateurs, et il fut timidement insinué que la solvabilité étant de l'essence même du marchandeur, il était nécessaire de la rendre publique, afin que l'ouvrier sut avec qui traiter et que la patente s'offrait comme le meilleur moyen de réaliser ce progrès. L'idée en elle-même peut être séduisante, mais est-elle réalisable ? Il en va différemment. A toute taxe, il est une assiette. Et quelle sera l'assiette de ce nouvel impôt ? Le chantier me paraît être une base par trop instable. L'habitation : que signifiera le chiffre ? Que le marchandeur est célibataire ou marié, qu'il a peu ou beaucoup d'enfants ! Autre difficulté avec la proportionnalité de la taxe. Si son chiffre est infime, tout le monde pourra la supporter et les tâcherons marrons ne seront pas écartés. Si, en revanche, il est trop élevé, il provoquera une sélection à rebours. Les bons ouvriers, de peur d'être écrasés par la taxe, n'oseront plus tenter la fortune : ils céderont la place aux sous-entrepreneurs capitalistes.

Je doute que tel soit le but cherché. Le résultat est donc loin de l'idée.

Enfin, il est certaines modifications qui, pour être de détail et précisément n'entamer en rien l'économie du régime actuel, n'en sont pas moins désirables. De leur application peut-être dépend la fin de la crise.

Pourquoi un entrepreneur, prudent et consciencieux ne préviendrait-il pas les ouvriers de son marché, ne leur indiquerait-il pas les époques de ses paiements : leur permettant ainsi, ou de se faire payer eux-mêmes par le marchandeur, au fur et à mesure qu'il touchera ce qui lui est dû, ou de mettre opposition sur les sommes à toucher ?

Cet usage louable a déjà été adopté par plusieurs entrepreneurs ou fabricants. Il est d'ailleurs recommandé par les prud'hommes : nous citerons, entres autres, les Conseils de Paris et de Nantes.

A cette première garantie devrait s'en ajouter une autre. Ce n'est pas d'hier qu'elle est réclamée : en 1847 le journal *l'Atelier* la préconisait déjà. Elle consiste pour l'entrepreneur principal à faire lui-même la paye aux ouvriers du marchandeur et à en débiter le compte de celui-ci. Tout le monde gagnerait à sa généralisation.

De tels moyens, d'application si facile, de réalisation immédiate, né vaudraient-ils certes pas mieux qu'une réforme radicale ? Ils auraient au moins l'avantage de ne pas renverser les situations acquises, de ne pas léser les intérêts engagés, de ne pas bouleverser et mettre à néant, sans certitude de mieux pour l'avenir, un système qui a fait ses preuves.

CONCLUSION

En face d'une loi imprécise, égarée dans l'arsenal de nos lois, après toutes les récentes et contradictoires décisions de notre jurisprudence, le problème reste entier et la question du marchandage attend une solution.

Il en est une, il est vrai, depuis longtemps proposée et ardemment soutenue. Travail à la sueur, violation de ce grand principe de l'humaine fraternité, exploitation de l'homme par l'homme, le marchandage est odieux ; sa condamnation s'impose ; il lui faut disparaître. Dans cette lutte, la solution socialiste s'est étayée de considérations humanitaires : à la pitié, que toujours au cœur des tendres fait naître le sort des humbles, elle a lancé le plus pressant appel et s'est ainsi ralliée des suffrages dont elle tire sa force.

Or, cette pitié a été surprise. Exploitation des travailleurs : l'affirmation est facile, la preuve est difficile. Si, de l'examen loyal du marchandage et de la situation qu'il crée à l'ouvrier, un enseignement se dégage, c'est bien celui que, dans son rôle nécessaire, le marchandage est surtout bienfaisant. Qui donc, à Paris par exemple, du tâcheron ou du grand entrepreneur donne la haute paye au travailleur, si ce n'est le premier ? Au cours de certaines réunions publiques, la suppression du marchandage

s'est entendue tumultueusement acclamer. Par qui ? Par ces ouvriers qui errent de chantier en chantier, qui n'ignorent ni une usine, ni un atelier, véritables chemineaux du travail. Au marchandeur, qui les connaît et les repousse, ils ont voué leur haine. Ils savent, en effet, qu'hier ouvrier, aujourd'hui tâcheron, le vieil ouvrier saura distinguer et reconnaître les vrais travailleurs. Ce qu'ils veulent, c'est amener l'entrepreneur principal sur le marché du travail ; c'est, abusant de son ignorance des hommes, le forcer à prendre et embaucher des ouvriers de toutes mains ; c'est rendre ainsi toute sélection impossible, et du même coup qui tuera le marchandeur consommer la perte de l'artisan consciencieux et habile.

Plus grave encore par son atteinte à l'ordre social apparaît une autre conséquence.

Dans la hiérarchie industrielle, un certain espace sépare l'ouvrier du patron : le marchandage, voilà l'échelon qui permet de franchir la distance. Supprimer le marchandage, n'est-ce pas, en creusant plus profond le fossé entre le salariat et le capital, condamner l'ouvrier à subir éternellement la médiocrité de sa situation, l'emmurer dans le milieu où le sort l'a fait naître ? Une fois rompu le pont, trop étroit déjà qui les unissait, les deux classes de la société ne vont-elles pas devenir à jamais irréciliables ?

Voyons également ce que dans l'ordre des faits amènera une telle disparition.

La division du travail est une loi nécessaire de l'industrie ; toujours, entre la direction et l'exécution, elle imposera des intermédiaires. Une succession va s'ouvrir, aux contre-maitres, aux inspecteurs de la recueillir. Ce rôle d'intermédiaire, ce ne sera plus au compagnon, ami de la veille, qu'il sera réservé : bannis les hommes du

métier ! mais à ces hommes qui tiennent du fonctionnaire, par la supériorité de la position et l'exercice du pouvoir. De leur part, dans le rapport avec le travailleur, plus de morgue ; dans leur surveillance, sous l'aiguillon des primes et de l'avancement espéré, plus de tyrannie. De ce changement, tous, entrepreneurs et ouvriers en souffriront, mais ceux-ci encore plus que ceux-là.

De la thèse socialiste, que reste-t-il ? Une chose qu'il faut dire : elle vise plus haut. Après les marchandeurs, les patrons ! Aujourd'hui, plus d'intermédiaire entre le travailleur et l'entrepreneur ; demain, plus d'intermédiaire entre l'ouvrier et le propriétaire, entre l'artisan et le consommateur. Morts les patrons, vivent les ouvriers ! La verrerie ouvrière n'est-elle pas là comme un encouragement !

L'attaque contre le marchandage n'est qu'un de ces engagements qui préludent à la bataille sociale, une des premières escarmouches de la lutte qu'engage le socialisme, fait de la croyance en l'Etat Providence, de l'asservissement, par une réglementation outrancière, de l'individu à la collectivité, contre l'individualisme fondé sur le libre jeu des conventions. L'initiative individuelle, voilà la règle de notre société. Or, elle a trop fait ses preuves, elle nous a trop donné, dans l'ordre moral comme dans l'ordre scientifique, pour que nous puissions songer à l'abandonner. C'est par la concurrence que se développe la richesse, c'est de l'amour-propre et de l'intérêt de chacun que naît l'universelle émulation vers le progrès, c'est de la rivalité des états que sort la grandeur des peuples. Mais pour qu'un système soit, il doit être entier ; si nous ne voulons l'entamer, il nous faut l'accepter avec toutes ses conséquences. Nous ne saurions, sans fermer les yeux à l'évidence et nos cœurs à la pitié, contester

l'âpreté de la misère humaine, l'ardeur de la lutte pour la vie, les douloureuses inégalités de l'existence. Mais nous disons : d'abord, qu'il ne dépend ni de la volonté humaine de transformer les conditions de notre vie, ni de l'intervention législative de l'Etat de modifier l'organisation sociale.

Sous le régime de la liberté, la vie est un duel. A l'ouvrier de se défendre. Si, à d'autres époques de notre histoire, les armes ont pu lui manquer, elles ne lui manquent plus aujourd'hui. Citoyen, sa voix en vaut une autre ; de par la loi du nombre, le pouvoir est à lui. Justiciable, l'égalité le protège ; dans le temple de la Justice, il n'y a plus de privilèges. Aux syndicats de la finance viennent s'opposer les syndicats du travail. Pourquoi alors demander à l'Etat d'intervenir et toujours supprimer au nom d'une liberté qu'on ne cesse de violer ? (1)

« Faudrait-il revenir en arrière et regretter l'œuvre de
« la Révolution ! Se serait-on trompé, il y a un siècle,
« lorsque nous avons voulu affranchir l'ouvrier de tout ce
« qui a atteint la limitation de son droit et de sa liberté,
« en supprimant les maîtrises et les jurandes ! Est-ce que
« cet affranchissement de l'ouvrier, qui lui restitue sa
« dignité et sa liberté, aurait été une erreur de nos
« devanciers ? Oui, aurions-nous eu tort de penser que
« cet affranchissement était la loi même du progrès et que
« le plus grand stimulant qui puisse être offert à l'activité
« de l'homme, c'est de le rendre libre, c'est-à-dire de le
« laisser se développer dans un idéal de justice, suivant
« son mérite et ses capacités ?

« Messieurs, ne regrettons pas de lui avoir donné sa

(1) Discours de M. Trarieux au Sénat, 1889.

« liberté : c'est là que sont sa force d'expansion et son
« espoir d'avenir.

« Le programme décevant que j'attaque paraît du reste
« particulièrement irraisonné et déraisonnable lorsqu'il
« s'applique au travail à la tâche.

« Le travail à la tâche, c'est en effet l'école d'où
« sortent tous les grands entrepreneurs que nous connais-
« sons et qui ont débuté dans la vie comme simples
« ouvriers. Eh quoi ! la vue de ces parvenus de l'outil
« ouvrier n'est-elle donc faite plutôt pour encourager que
« pour irriter les anciens compagnons, auxquels elle
« enseigne que du plus humble point de départ, il est
« toujours possible d'arriver à la plus haute fortune ? Le
« sentiment de son droit, la possibilité de parvenir, la
« confiance dans le progrès, n'est-ce pas le grand viatique
« qui soutient dans leur labeur tous les travailleurs ? »

Condition essentielle du progrès, c'est à la liberté d'as-
surer le triomphe de la vraie justice et d'asseoir le bonheur
au milieu des peuples. Pour qu'elle puisse réaliser son
œuvre, il faut qu'elle soit pleine et entière ; sur la route
de l'avenir, il ne lui faut plus d'obstacles.

Autour de textes douteux, on n'a déjà que trop bataillé ;
ces textes, brandons de la discorde, sources de luttes
fratricides, doivent disparaître. Une situation nette s'im-
pose, qui ramène la confiance et la paix. De la nouvelle
législature nous sollicitons une loi qui jette à bas l'œuvre
bâtarde de 1848, qui, fondée sur le respect des contrats,
marque, par l'émancipation de l'initiative individuelle, une
étape de progrès dans l'évolution libérale.

JUSTIN ALLAIS.

Paris, 10 Juillet 1898.

PREMIER APPENDICE

Décret du 2 Mars 1848.

« Considérant :

« 1^o Qu'un travail manuel trop prolongé, non seulement ruine la santé du travailleur, mais encore, en l'empêchant de cultiver son intelligence, porte atteinte à la dignité de l'homme ;

« 2^o Que l'exploitation des ouvriers par les sous-entrepreneurs ouvriers, dits marchandeurs ou tâcherons, est essentiellement injuste, vexatoire et contraire au principe de la fraternité,

« Le Gouvernement provisoire de la République décrète :

« 1^o La journée de travail est diminuée d'une heure. En conséquence, à Paris, où elle était de onze heures, elle est réduite à dix, et en province, où elle avait été jusqu'ici de douze heures, elle est réduite à onze ;

« 2^o L'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs ou marchandage est abolie. Il est bien entendu que les associations d'ouvriers qui n'ont point pour objet l'exploitation des ouvriers les uns par les autres, ne sont pas considérées comme marchandage. »

Arrêté des 21 et 24 Mars 1848.

« Le Gouvernement,

« Tout en réservant la question du travail à la tâche,

« Arrête :

« Toute exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage sera punie d'une amende de 50 à 100 francs pour la
« première fois, de 100 à 200 francs en cas de récidive,
« et s'il y avait double récidive, d'un emprisonnement
« qui pourrait aller de 1 à 6 mois. »

DEUXIÈME APPENDICE

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

BLANC (Louis)	Histoire de la Révolution de Février 1848.
CAUWÈS (Paul)	Précis d'Economie politique.
FÉRAUD-GIRAUD	Traité de Législation française.
LÉROY-BEAULIEU	Traité théorique et pratique d'Economie politique.
—	La Question ouvrière au xix ^e siècle.
MOLLOT	Droit élémentaire sur le Travail industriel.
RANDU (Ambroise)	Traité pratique de Droit industriel.
THIERS	De la Propriété.
HUBERT-VALLEROUX	Traité sur le Contrat du Travail.

JOURNAUX & REVUES

L'Economiste français.

DALLOZ : Supplément V^o *Travail*.

Gazette des Tribunaux.

- LAROUSSE : V^o *Marchandage*, V^o *Tâcheron*,
Journal L'Atelier,
Journal officiel,
Journal du Palais,
Journal des Prud'hommes,
La Loi,
Le Monde économique,
Le Moniteur de l'Industrie et du Bâtiment,
Le Moniteur universel,
Recueil de la Société de Législation comparée.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I ^{er} . — Le Marchandage.....	7
Définition.— Son rôle économique.— Son rôle social.	
CHAPITRE II. — Histoire moderne du Marchandage...	24
1 ^o Avant 1848.	
2 ^o Sous la République de 1848.	
3 ^o De 1848 à nos jours.	
4 ^o Sous la Troisième République.	
APPENDICE. — De la valeur juridique des décrets des 2 et 23 Mars 1848	33
CHAPITRE III.— Le Marchandeur et les Décrets de 1848.	58
CHAPITRE IV.— Responsabilité pénale de l'entrepreneur principal.....	64
1 ^o L'entrepreneur co-auteur du délit de marchandage.	
2 ^o L'entrepreneur complice.	
CHAPITRE V. — Responsabilité civile de l'entrepreneur principal.....	82
1 ^o En cas d'insolvabilité du marchandeur.	
2 ^o En matière d'accidents.	
CHAPITRE VI. — Droit comparé.....	93

CHAPITRE VII. — Le Marchandage et les différentes réformes proposées.....	100
CONCLUSION.....	107
APPENDICES { 1 ^o Texte des décret et arrêté de Mars 1848.	113
2 ^o Indice bibliographique.....	115

J'ai lu la thèse de M. JUSTIN ALLAIS sur *Le Marchandage*.
J'estime que le permis d'imprimer peut être accordé.

Le Président de la Thèse,

PAUL BEAUREGARD.

Vu par le Doyen,

GARSONNET.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.



